

Les effets du type de régime et de la politique commerciale sur le développement

Par
Philippe Prévost

Travail présenté à
Matthew Paterson et Stephen Brown

Université d'Ottawa
15 Juillet 2014

Table des matières

Introduction	1
Chapitre 1 Type de régime : démocratie, autoritarisme et développement	8
Chapitre 2 La politique commerciale : libre-échange et protectionnisme	27
Conclusion	46
Bibliographie	49

La question des inégalités entre les pays est sans doute l'une de celles qui fascinent le plus les chercheurs tant en science politique qu'en économie et dans les autres sciences sociales. Cette multidisciplinarité fait en sorte que la question est étudiée à travers de nombreuses approches théoriques, parfois incompatibles, ce qui rend l'atteinte d'un consensus très difficile, tant sur les causes des inégalités que sur les moyens de les réduire. Si, de façon générale, depuis les trente dernières années l'écart de richesse entre les pays riches et les pays pauvres a diminué¹, cette diminution est attribuable en grande partie à la réduction de la pauvreté en Chine et en Inde, rendue possible grâce à une forte croissance économique. De nombreux pays ont, au mieux, stagné tandis que d'autres se sont appauvris. Rodrik *et al.* identifient trois grandes écoles de pensée dans la littérature sur les écarts de richesse². D'abord, l'école géographique, plus proche des sciences naturelles, attribue les inégalités de richesse aux différences géographiques et climatiques. Ainsi, le climat, la qualité des sols, l'accès à des eaux navigables et la gestion des ressources environnementales en général auraient une incidence sur le développement³. Un deuxième groupe de chercheurs, provenant généralement des sciences économiques (de nos jours fortement mathématisées) se concentre sur le commerce international et propose souvent le libre-échange comme le moyen pour les pays pauvres de s'enrichir et de combler l'écart avec les pays riches. Ensuite, un troisième groupe de chercheurs, souvent proche de la science politique, soutient que ce sont les différences institutionnelles entre les pays qui expliquent les différences de niveaux de vie. Ce troisième groupe voit la richesse comme émanant des institutions démocratiques, tandis que le deuxième groupe voit souvent la démocratie comme une conséquence du développement. Enfin, il existe également une quatrième école de pensée, de tradition marxiste, qui identifie la structure du système capitaliste mondial comme étant la source des inégalités⁴. Ce courant de pensée attribue la pauvreté des pays Sud – pour reprendre sa

¹ Bourguignon estime qu'au début du 20^e siècle, 70% de la population mondiale vivait dans la pauvreté extrême. Aujourd'hui, cette proportion serait passée à 20%. La Chine et l'Inde étant les deux pays les plus peuplés du monde, une forte réduction de la pauvreté dans ces deux pays entraînerait une baisse majeure de la proportion de la population mondiale vivant dans la pauvreté extrême. François Bourguignon, *La mondialisation de l'inégalité*, Seuil, Paris, 2012, p.20.

² Dani Rodrik et al., « Institutions Rule: The Primacy of Institutions Over Geography and Integration in Economic Development », *Journal of Economic Growth*, 9, 2004, p. 132.

³ Jared Diamond est l'un des représentants le mieux connu de cette école. Voir, entre autres, Jared Diamond, *Collapse*, New York, Penguin Books, 2nd édition, 2011.

⁴ La théorie du Système-monde de Wallerstein est un des piliers de cette école de pensée. Voir, Immanuel Wallerstein, « Notes théoriques sur l'économie-monde capitaliste, son émergence et ses conditions », dans

terminologie – essentiellement à des facteurs exogènes. Par exemple, Harvey voit une instrumentalisation des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) par le États-Unis, dans le but de maintenir leur position dominante dans le système d'accumulation capitaliste actuel, lequel favorise les pays du Nord⁵.

Le présent mémoire tente de contribuer à la discussion sur le écarts de richesse entre les pays et débute avec l'observation suivante : tous les pays riches (à l'exception peut-être des économies rentières du Golfe persique) ont un régime politique démocratique et une politique commerciale, somme toute, de libre-échange. Par conséquent, il est possible de débiter notre réflexion avec l'hypothèse que la démocratie et le libre-échange peuvent mener les pays pauvres sur la voie du développement. Loin d'être révolutionnaire, cette hypothèse rejoint les positions défendues par de grands acteurs du développement, comme la Banque Mondiale et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Ce mémoire se concentrera essentiellement sur les facteurs endogènes au développement sans toutefois ignorer certains facteurs exogènes. Il ne tentera pas d'expliquer pourquoi tel ou tel pays a un régime politique démocratique ou autoritaire⁶, mais cherchera plutôt à d'évaluer les conséquences du régime politique sur le développement. De façon similaire, il ne cherchera pas à expliquer pourquoi un pays a adopté un politique commerciale de libre-échangiste ou protectionniste⁷, mais plutôt les effets de celle-ci sur le développement. Néanmoins, dans la discussion sur la politique commerciale, Reinert (2007), Shafaeddin (2005) et Skarstein (2007), entres autres, apportent des arguments de type structuraliste pour expliquer l'incapacité des pays pauvres à se développement à travers le libre-échange. Quant aux arguments géographiques, bien que Collier (2007) y touche un peu, ceux-ci, faute de temps et d'espace, ne feront pas l'objet d'une étude approfondie. De plus, le mémoire part de la prémisse que les pays pauvres peuvent éventuellement modifier leur type de régime et leur politique commerciale afin de favoriser le développement, tandis que les arguments géographiques ont nécessairement une forte consonance déterministe.

Thierry Henstch et autres, *Le Système mondial, rapports internationaux et relations internationales*, Montréal, Nouvelles Optiques, chapitre 4, 1983.

⁵ David Harvey, « Le 'Nouvel Impérialisme' : accumulation par expropriation », dans *Actuel Marx, no.35: L'espace du capitalisme*, Paris : Presses Universitaires de France, 2004

⁶ Le soutien étranger que peut recevoir un régime autoritaire est un facteur exogène typique.

⁷ La pression qu'exercent les institutions financières internationales pour la libéralisation est un autre facteur exogène.

Ainsi, ce mémoire s'inscrit comme un travail d'économie politique en se concentrant d'un côté, sur l'école de pensée institutionnelle (science politique) et de l'autre, sur l'école du commerce international (science économique). À travers une littérature volumineuse et multidisciplinaire, ce mémoire tentera d'évaluer les effets du type de régime politique et de politique commerciale sur le développement. Ces deux variables – type de régime et politique commerciale – seront définies de façon binaire. D'un côté, un régime politique sera considéré comme démocratique lorsqu'il obtient un score entre 6 et 10 points, selon l'échelle de *Polity IV*⁸. Inversement, un régime politique autoritaire se situe sur la même échelle entre 0 et -10. De l'autre, pour déterminer le degré d'ouverture d'un marché national, les données fournies par *l'Heritage Foundation* sur l'ouverture aux échanges (*trade openness*) seront utilisées⁹. S'il est vrai que cet organisme fait souvent preuve d'un biais conservateur évident, le fait que le degré d'ouverture d'un marché se calcule de façon assez simple – en mesurant les tarifs et le quotas – atténue grandement ce biais. Ainsi, une politique commerciale sera considérée comme libre-échangiste lorsqu'elle obtient un score entre 70 et 100. Inversement, une politique commerciale sera considérée comme protectionniste lorsqu'elle obtient un score inférieur à 70. La barre du protectionnisme est mise aussi haut puisque seulement quelques pays sont classés sous les 50 points. Bien qu'arbitraires, ces distinctions binaires du régime politique et de la politique commerciale d'un pays tentent de trouver un point d'équilibre pour rendre la double comparaison pertinente à l'échelle africaine. Ainsi, aucun pays d'Afrique n'est une démocratie à part entière et seulement un pays constitue une dictature complète. Par conséquent, il était nécessaire d'élargir le bassin de pays tant du côté démocratique que du côté autoritaire. Pareillement, la politique commerciale des pays africains étant largement libre-échangiste, le seuil pour atteindre une politique commerciale protectionniste doit être généreux afin de pouvoir trouver des pays qui soient à la fois démocratiques ou autoritaires et protectionnistes. Enfin, le terme « développement » doit être compris dans son sens large. Bien que le produit intérieur brut (PIB) par habitant soit un indicateur couramment utilisé (surtout en science économique), il peut parfois s'avérer trompeur, puisqu'une activité économique particulièrement lucrative – par exemple, l'exploitation de pétrole – dont les profits sont concentrés entre les mains d'une élite, fait gonfler artificiellement cet indicateur. À titre

⁸ Six est également le seuil démocratique établi par *Polity IV*. Polity IV project, <http://www.systemicpeace.org/polity/polity4.htm>

⁹ 2014 Index of Economic Freedom, Trade Freedom, <http://www.heritage.org/index/heatmap>

d'exemple, malgré un PIB par habitant près de 4 fois supérieur à celui du Ghana, l'Angola se retrouve pour l'Indice de développement humain (IDH) 13 places dernière lui¹⁰. La croissance économique est un autre indicateur souvent utilisé pour mesurer la progression d'un pays vers un niveau de développement plus élevé. Toutefois, comme le rappelle Leftwich, le développement implique une redistribution des bénéfices engendrés par la croissance¹¹. Pour Grabowski *et al.*, le développement économique est un terme à la fois large et inclusif, facile à conceptualiser mais difficile à mesurer¹². En plus de prendre le PIB par habitant, « *economists have traditionally used some measure of health (life expectancy, infant mortality, incidence of disease, HIV/AIDS cases, immunization, etc.) or education (enrollment rates, average years of education, youth and/or adult literacy rate) or other economic conditions (poverty rate, inequality of income distribution, child labor, unemployment rate) to proxy development*¹³ ». Puisqu'il tient compte à la fois de la richesse, de l'éducation et de la santé, l'IDH est probablement l'outil le plus fiable, bien que lui aussi imparfait, pour comparer les différents niveaux de développement. En somme, il s'agira de voir comment le type de régime politique et la politique commerciale affectent le développement. Plus précisément, la discussion sera orientée par deux sous-questions. D'abord, le développement économique est-il davantage favorisé par un régime démocratique ou autoritaire? Autrement dit, les pays riches sont-ils riches parce qu'ils sont démocratiques ou sont-ils démocratiques parce qu'ils sont déjà riches? À cette question de l'œuf ou la poule, la littérature n'a pas de réponse consensuelle et définitive. Ensuite, est-il préférable pour les pays en voie de développement d'adopter une politique commerciale de libre-échange ou de fermer leur marché et de protéger leurs industries ? En fait, il s'agit de déterminer si les pays riches sont devenus riches grâce au libre-échange ou s'ils pratiquent le libre-échange parce qu'ils sont riches. Encore une fois, la littérature n'offre pas de consensus.

En résumé, ce mémoire réfléchit sur lequel des types de régime politique – démocratique ou autoritaire – et laquelle des politiques commerciales – libre-échange ou protectionnisme –

¹⁰ PIB par habitant ; Banque mondiale, <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD>
IDH; Programme des Nations Unie pour le développement, <http://hdr.undp.org/fr/countries>

¹¹ Adrian Leftwich, « Democracy and development : is there institutional incompatibility ? » *Democratization*, 12:5, 2005, p.693.

¹² Richard Grabowski et al., *Economic Development : A Regional, Institutional and Historical Approach*, M.E. Sharpe, Ebooks, 2006, p.7.

¹³ *Ibid.*

favorise le développement économique et laquelle de ces deux variables est la plus significative. D'emblée, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) fait la promotion de la démocratie. De leur côté, la Fonds monétaire internationale (FMI) et la Banque mondiale encouragent les pays pauvres à ouvrir leurs marchés et à s'intégrer davantage dans l'économie mondiale. Ainsi, pour ces grands acteurs du domaine du développement, la démocratie et le libre-échange – avec un degré de variation dans l'importance à accorder à chacun – mèneront les pays pauvres vers la prospérité. Ces deux postulats sont solidement ancrés dans les sociétés des pays riches. Le libre-échange est l'un des points du « Consensus de Washington »¹⁴, formulé par les FMI et la Banque mondiale dans une atmosphère de défaite de communisme. De plus, des politiques protectionnistes faisant partie de vastes programmes d'industrialisation par substitution aux importations (ISI), avaient été mises en œuvre en Amérique latine dans les années 50 et 60 sans grand succès. La voie était donc pavée pour une libéralisation importante des échanges commerciaux. Pour sa part, la démocratie possède une telle portée normative qu'il devient dès lors difficile de s'y opposer. La littérature académique n'est cependant pas à l'image de ces consensus sociétaux. Si certains auteurs abondent dans le même sens que ces consensus, d'autres offrent des conclusions beaucoup plus nuancées, alors que certains vont carrément à contre-courant. Par exemple, Shafaeddin (2005) et Reinert (2007) sont d'avis que seule une politique commerciale protectionniste (quoique différente de l'ISI en Amérique latine) peut permettre aux pays pauvres de s'industrialiser et ainsi de rattraper les pays riches. Pour ces deux auteurs, il existe un lien très fort entre l'industrialisation et développement économique. De son côté, Leftwich soutient que la démocratie, de par sa nature conservatrice, pourrait ne pas convenir à des pays qui ont besoin d'un changement radical afin de réduire des inégalités structurelles¹⁵. Enfin d'autres auteurs n'arrivent tout simplement pas à établir de lien direct entre le type de régime politique et le type de développement économique.

Bien que largement théorique, la discussion qui suit se fera à travers l'optique de quatre pays d'Afrique subsaharienne qui possèdent différentes combinaisons de type de régime et de politique commerciale: l'Afrique du Sud démocratique et libre-échangiste ; le Ghana démocratique et protectionniste ; l'Angola autoritaire et libre-échangiste ; et le Tchad autoritaire

¹⁴ John Williamson, « What Washington Means by Policy Reform », dans John Williamson (ed.), *Latin American Readjustment : How Much has Happened*, Washington, Institute for International Economics, 1989.

¹⁵ Leftwich, *op. cit.*, p.698-699.

et protectionniste. Le choix de ces pays est le résultat de la recherche d'équilibre dans l'établissement des seuils identifiés plus tôt. Ces exemples sont par conséquent à prendre avec prudence, puisque aucun des ces pays n'est au bout d'un spectre ou d'un autre et gravitent tous (surtout en ce qui à trait à la politique commerciale) relativement près du centre. Néanmoins, ces pays se différencient suffisamment sur les échelles régime démocratique/régime autoritaire et libre-échange/protectionnisme, tout en partageant plusieurs similitudes (héritage colonial, exportateurs de ressources naturelles) pour qu'une analyse comparative soit pertinente. Si l'Afrique du Sud se démarque du lot par son niveau de développement relativement plus élevé, il est à noter que la majorité des Sud-africains ont un niveau de vie comparable aux autres Africains. Le fait qu'une minorité – majoritairement blanche – de la population jouisse d'un niveau de vie relativement similaire à ceux que l'on retrouve dans les pays riches peut donner l'illusion que l'Afrique du Sud dans son ensemble n'est pas un pays en voie de développement.

Tableau 1 :

	Régime politique	Politique commerciale	PIB/Hab.¹⁶	IDH¹⁷
Afrique du Sud	Démocratique	Libre-échange	6 618\$	0.629
Ghana	Démocratique	Protectionnisme	1 850\$	0.558
Angola	Autoritaire	Libre-échange	5 668\$	0.508
Tchad	Autoritaire	Protectionniste	1 046\$	0.340

Dépendamment de la priorité qu'on accorde au type de régime ou à la politique commerciale et de la question de savoir lequel de ces types de régime et laquelle des politiques commerciales ont le plus d'incidence sur le développement, on peut classer ces pays différemment. Ainsi, selon les

¹⁶ En \$US courants (2013), Banque mondiale, <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD>

¹⁷ Données IDH de 2013, Programme des Nations Unies pour le développement, <http://hdr.undp.org/fr/countries>

postulats des agences de développement, l’Afrique du Sud serait sur la meilleure voie. Les indicateurs actuels – PIB par habitant et IDH – abondent dans le même sens, mais, tel que mentionné plus tôt, il faut tenir compte des inégalités créées par l’apartheid. Ensuite, selon la priorité accordée au type de régime et à la politique commerciale, le Ghana ou l’Angola arrive deuxième. Enfin, une position qui irait à contre-courant dans la sagesse conventionnelle placerait le Tchad premier. Bien que de nombreux auteurs critiquent les postulats des agences de développement, il serait surprenant que beaucoup d’entre eux soient optimistes à l’égard du Tchad. Par contre, si une théorie combinait les hypothèses de nombreux auteurs qui sont, somme toute, critiques de l’approche et des politiques préconisées par les agences de développement, on pourrait arriver à une position qui soit à la fois critique des politiques actuelles et réconfortante d’un point de vue normatif. Ainsi, les régimes démocratiques en Afrique ont généralement un IDH plus élevé que leurs voisins autoritaires et ce dernier progresse plus rapidement¹⁸, ce qui peut suggérer que ce type de régime, sans dire qu’il le produit, à tout le moins, ne nuit pas au développement. Ces résultats penchent du côté de l’école de pensée institutionnelle, à savoir qu’il existe une relation positive entre la démocratie et le développement. La persistance des écarts de richesse peut suggérer que la politique de libre-échange tel que proposée par les institutions de Washington ne contribue pas de façon significative au développement des pays pauvres, ce qui renforce la portée des arguments de types structuralistes mis de l’avant par Reinert (2007) et Schaeffeddin (2005) notamment.

Dans un premier temps, les effets du type de régime politique sur le développement économique seront étudiés. Dans cette section, deux principales thèses s’affrontent. La première soutient qu’une certaine démocratisation est nécessaire à l’atteinte d’un certain niveau de développement. La seconde soutient l’inverse : qu’un certain niveau de développement doit être atteint *d’abord*, pour qu’une démocratisation soit possible. Dans un second temps, les effets de la politique commerciale sur le développement économique seront étudiés. Encore une fois, deux thèses principales s’affrontent. Elles trouvent chacune leur origine dans la pensée économique classique. La thèse libre-échangiste, c’est-à-dire que c’est à travers une plus grande ouverture au commerce international que les pays s’enrichissent, trouve racine dans les écrits d’Adam Smith et de David Ricardo, dont la théorie de l’avantage comparatif de ce dernier est la pierre angulaire. Pour sa

¹⁸ Ibid. et Polity IV project, <http://www.systemicpeace.org/polity/polity4.htm>

part, la thèse protectionniste, est enracinée dans les travaux de Alexander Hamilton et Friedrich List, principaux défenseurs de la protection d'industries nationales naissantes. Ainsi, c'est à travers ces deux blocs de débats que les pays mentionnés ci-haut seront étudiés.

Chapitre 1

Type de régime : démocratie, autoritarisme et développement

Le régime politique d'un pays détermine dans une large mesure les règles et les normes qui régissent la vie politique, économique et sociale de sa société. Un pays est généralement considéré comme largement démocratique lorsque la population élit ses dirigeants au suffrage universel, qu'il est régi par l'État de droit; et que la liberté d'expression est garantie. Si tant les régimes démocratiques qu'autoritaires garantissent un certain nombre de biens et de services publics, ceux-ci, généralement accessibles à tous dans une démocratie, peuvent être dans un pays autoritaire limités en fonction de la richesse, de la race ou du sexe d'un individu. De plus, dans un régime autoritaire, les dirigeants ne sont généralement pas élus ou encore le sont frauduleusement ou par une minorité de citoyens; le pouvoir du régime est arbitraire et non basé sur le droit ; et la liberté d'expression est limitée, voire réprimée. Si la démocratie possède une grande valeur normative, l'autoritarisme est souvent invoqué pour garantir une certaine stabilité. Si les différentes caractéristiques qui font d'un pays une démocratie font consensus dans la littérature, la relation entre démocratie et développement fait, quant à elle, l'objet de longs débats. Pour Granger et Siroën, la littérature ne parvient pas à déterminer si la démocratie est un préalable au développement économique puisqu'elle est incapable d'isoler une « corrélation simple entre la démocratie et la croissance¹⁹ ». Dès lors, il est impossible d'établir une règle générale. Il existe toutefois des divisions assez claires entre ceux qui soutiennent que la démocratie précède le développement économique et ceux qui soutiennent la séquence inverse ainsi qu'entre ceux qui soutiennent que le type d'institutions détermine dans une large mesure le niveau de développement et ceux pour qui il s'agit d'un élément parmi d'autres.

¹⁹ Clotilde Granger et Jean-Marc Siroën, « Les démocraties sont-elles plus ouvertes à l'échange ? », *Économie internationale*, vol. 88, no. 4, 2001 p.60.

Pour un premier groupe d'auteurs, qui sont souvent issus de l'école de pensée institutionnelle, le type de régime politique est non seulement le principal déterminant de la richesse d'un pays, mais il existe aussi une relation positive entre la démocratie et le développement économique. À travers une série de régressions dans lesquelles la richesse est reliée aux différentes mesures de la géographie, de l'intégration (à l'économie mondiale) et des institutions, la recherche de Rodrik *et al.* démontre que la qualité des institutions l'emporte sur tout et que « *once institutions are controlled for, integration has no direct effect on income, while geography has at best weak direct effect*²⁰ ». Plus précisément, ces auteurs identifient une relation positive entre la qualité des institutions et la richesse d'un pays. Toutefois, de l'aveu même des auteurs, si l'étude discrédite la géographie et l'ouverture à l'économie mondiale comme des facteurs déterminants de la richesse, elle ne permet pas d'identifier clairement quelles réformes institutionnelles sont le plus susceptibles d'avoir un impact positif sur la richesse²¹. La qualité institutionnelle étant mesurée par la perception qu'on les investisseurs de l'environnement institutionnel, ces derniers évaluent la possibilité d'expropriation par l'État et la protection que peut leur fournir le système légal²². Ainsi, si la qualité des institutions telle que mesurée par Rodrik *et al.* comporte certaines caractéristiques d'un régime démocratique, les auteurs ne semblent pas tenir compte d'autres attributs démocratiques évoqués plus haut, comme la liberté d'expression ou le suffrage universel. Pour sa part, Radelet étudie la relation entre la gouvernance démocratique et la performance économique dans 17 pays africains, dont l'Afrique du Sud et le Ghana. Même si la relation est complexe, ses résultats indiquent qu'en Afrique, « *democratic governments (starting with Botswana and Mauritius in the 1970s) have been successful, while authoritarian governments have by and large been failures*²³ ». Les gouvernements démocratiques en question, dont font partie l'Afrique du Sud et le Ghana, ne se sont pas contentés de tenir des élections, mais ont plutôt effectué des changements institutionnels beaucoup plus profonds, qui se traduisent par un « *sustained movement toward greater adherence to basic standards of political rights and civil liberties, more freedom of the press, a much more vibrant civil society, greater transparency, and stronger checks and balances*²⁴ ». En somme, pour utiliser la terminologie

²⁰ Rodrik *et al.*, *op. cit.*, p.135.

²¹ *Ibid.*, p.157.

²² *Ibid.*

²³ Steven Radelet, « Success Stories from 'Emerging Africa' », *Journal of Democracy*, vol. 21, no.4, 2010, p.96.

²⁴ *Ibid.*, p.92.

d'Acemoglu et Robinson (2012), ces pays adoptent des institutions de plus en plus inclusives. Celles-ci sont à l'opposée des institutions extractives qui sont « *designed to extract incomes and wealth from one subset of society to benefit a different subset*²⁵ ». À travers leur ouvrage, *Why Nations Fail*, qui s'inscrit clairement dans la pensée institutionnelle, Acemoglu et Robinson martèlent que ce sont les différences institutionnelles entre les pays qui expliquent les écarts de richesse. Ainsi, les pays riches se sont enrichis à mesure que ces derniers adoptaient des institutions politiques et économiques inclusives, tandis que les pays pauvres ont toujours des institutions extractives à différents niveaux, les pays les plus pauvres ayant les institutions les plus extractives. De façon générale, pour les auteurs qui établissent une relation positive entre la démocratie et le développement, l'établissement d'institutions démocratiques (inclusives) précède le développement économique.

Des différences institutionnelles

L'ouvrage de Daron Acemoglu et James A. Robinson est celui qui dresse le portrait le plus complet et le plus positif de la relation entre le type de régime politique et le développement économique. Il relève du cadre théorique de la nouvelle économie institutionnelle, un ensemble théorique qui insiste sur le rôle que jouent les institutions dans la performance économique²⁶. Si les auteurs discréditent la géographie et la culture comme facteurs explicatifs – en prenant notamment l'exemple de Nogales en Arizona et Nogales dans l'état mexicain de Sonora et des deux Corée où l'on retrouve de grandes similarités géographiques et culturelles – ils ne discutent toutefois pas des dynamiques de l'économie mondiale et se concentrent uniquement sur des facteurs endogènes. À travers une approche historique, les auteurs démontrent que ce sont les différences institutionnelles qui sont à l'origine des écarts de richesse entre pays. Ils distinguent également les institutions politiques des institutions économiques. Les pays riches possèdent des institutions économiques inclusives qui sont, en retour, soutenues par des institutions politiques inclusives. Sommairement, les auteurs définissent des institutions politiques comme étant

²⁵ Daron Acemoglu et James A., Robinson, *Why Nations Fail, The Origins of Power, Prosperity and Poverty*, 1st edition, New York, Crown Business, 2012, p.76.

²⁶ Darko Kwabena Opoku, « From a 'success' story to a highly indebted poor country: Ghana and neoliberal reforms », *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 28, no.2, 2010, p.159.

inclusives lorsqu'elles ont un degré suffisant de centralisation et de pluralisme²⁷. Cette définition généreuse d'institutions inclusives – contrairement à une définition plus stricte de la démocratie – permet aux auteurs d'expliquer la prospérité relative de certains pays considérés comme étant autoritaires par l'instauration d'éléments inclusifs – ne serait-ce qu'une centralisation de l'État ou l'absence d'une monarchie absolue – dans leurs institutions politiques. Ainsi, les pays choisis comme démocratiques selon Polity IV (Afrique du Sud et Ghana) ont des institutions politiques *largement inclusives*, tandis que les pays autoritaires (Angola et Tchad) ont des institutions politiques *largement extractives*. Des institutions politiques inclusives permettent l'établissement d'institutions économiques inclusives. Pour être considérées comme étant inclusives, les institutions économiques « *must feature secure private property, an unbiased system of law, and a provision of public services that provides a level playing field in which people can exchange and contract ; it must permit the entry of new businesses and allow people to choose their career*²⁸ ». Déjà, cette définition d'institutions économiques inclusives est plus précise que celle d'institutions politiques inclusives et contient des éléments fondamentaux à toute démocratie libérale. Ce type d'institutions non seulement permet, mais encourage la participation de la grande masse du peuple à l'activité économique d'un pays afin que les individus fassent le meilleur usage de leurs talents et leurs compétences²⁹. Selon les auteurs, l'Occident et certains pays asiatiques comme le Japon et la Corée du Sud, possèdent les institutions les plus inclusives.

L'adoption d'institutions inclusives en Occident fut un processus historique étalé sur plusieurs siècles. Dans le Nouveau Monde, une divergence institutionnelle a émergé dès le début de la colonisation, ce qui expliquerait l'écart de richesse entre l'Amérique du Nord et l'Amérique latine³⁰. Ainsi, davantage par nécessité que par sagesse³¹, les premiers colons anglais en Nouvelle-Angleterre auraient instauré des éléments inclusifs aux institutions coloniales, ce qui fut le début de cercle vertueux éliminant progressivement des éléments extractifs pour déboucher sur

²⁷ Acemoglu et Robinson, *op. cit.*, p.81.

²⁸ *Ibid.*, p.74-75.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*, p.9-32.

³¹ Les auteurs expliquent que la population autochtone étant plus petite et plus dispersée en Amérique du Nord qu'en Amérique du Sud, cette dernière fut beaucoup plus difficile à soumettre. Contrairement aux Espagnols qui pouvaient piller et exploiter le travail des autochtones, les colons anglais ont dû se débrouiller eux-mêmes.

l'entrée en vigueur de la Constitution américaine en 1789. L'histoire est cependant différente dans les états américains du Sud, où des institutions extractives basées sur l'esclavage des Noirs furent instaurées et ont persisté jusqu'à la défaite de la Confédération en 1865. Il faudra cependant attendre jusqu'au *Civil Rights Act*, presque cent ans plus tard, pour que tous les éléments extractifs des institutions sudistes soient éliminés. Selon cette logique institutionnelle, la pauvreté relative des états du Sud aujourd'hui découlerait de l'esclavage et des politiques raciales subséquentes. Parallèlement, les récents progrès effectués en Occident ces dernières décennies en ce qui concerne les droits des femmes, des homosexuels et des autres minorités peut être interprété comme la continuité de ce cercle vertueux vers des institutions toujours plus inclusives. En Amérique latine, les colons espagnols ont instauré des institutions extractives basées sur l'exploitation des populations autochtones. Conséquemment, les autochtones se sont appauvris au profit de colons qui avaient recours à pratique extractives comme l'expropriation, le travail forcé ou à des salaires très bas, l'imposition de taxes et l'obligation d'acheter des produits espagnols à des prix trop élevés³². Tandis que ces institutions extractives ont énormément enrichi la Couronne d'Espagne, les Conquistadors et leurs descendants, elles ont également fait de l'Amérique latine le continent le plus inégal au monde et sapé la plupart de son potentiel économique³³. En fait, selon un autre auteur, l'histoire de l'Amérique latine ressemble beaucoup à l'histoire des États-Unis, si le Sud avait gagné la guerre civile³⁴. En résumé, selon Acemoglu et Robinson, les institutions implantées à l'époque coloniale en Amérique ont engendré différents processus historiques ; elles ont produit un cercle vertueux au Nord et se sont largement reproduites au Sud. Ce sont donc ces différences institutionnelles qui persistent encore aujourd'hui qui expliquent la persistance des écarts de richesse entre l'Amérique du Nord et l'Amérique latine.

En Europe, une divergence similaire entre l'Ouest et l'Est s'est produite au 14^e siècle. Avant cela et durant tout le Moyen-Âge, le féodalisme – un ensemble d'institutions hautement extractives – a régné sur toute l'Europe, à l'exception de brefs moments et dans des territoires très précis,

³² *Ibid.*, p.19.

³³ *Ibid.*

³⁴ Erik S. Reinert, *How Rich Countries Got Rich...And Why Poor Countries Stay Poor*, London, Constable, 2007, p.248.

comme Venise, dont les institutions comportaient certains éléments inclusifs³⁵. La peste noire de 1346, qui décima environ le tiers de la population européenne, ébranla les fondations du féodalisme partout en Europe. Selon Acemoglu et Robinson, ce sont de petites différences dans l'organisation du système féodal qui ont fait en sorte que l'Europe de l'Ouest, à commencer par l'Angleterre, s'est graduellement tournée vers des institutions plus inclusives, tandis qu'en Europe de l'est, le féodalisme s'est maintenu pendant plusieurs siècles³⁶. Une meilleure organisation des seigneurs à l'Est a permis au système de se maintenir et même d'être encore plus extractif, en augmentant le nombre de journées de travail non payé des paysans. À l'Ouest, c'est la meilleure organisation des paysans qui leur a permis de se mobiliser, de se révolter contre les seigneurs, de faire pression sur l'État et éventuellement de s'affranchir. Pour les auteurs, la colonisation de l'Amérique et la pandémie de peste noire en Europe représentent deux moments critiques où des divergences institutionnelles peuvent émerger. Les guerres et les révolutions peuvent également s'avérer des moments critiques. Enfin, ce sont les petites variations institutionnelles lorsque surviennent ces moments critiques qui peuvent faire la différence entre l'émergence d'institutions inclusives ou la reproduction d'institutions extractives.

La thèse d'Acemoglu et Robinson explique la richesse par l'adoption d'institutions politiques et économiques inclusives. La Révolution industrielle – qui a engendré une création destructive sans précédent – a débuté en Angleterre grâce à la présence d'institutions économiques inclusives, uniques pour l'époque, et qui furent elles-mêmes instaurées grâce aux institutions politiques inclusives ayant découlé de la Révolution glorieuse, une centaine d'années plus tôt³⁷. La Révolution glorieuse a eu des conséquences considérables. Elle fut « *the foundation for creating a pluralistic society, and it built on and accelerated the process of political centralization [and it] created the first set of inclusive political institutions*³⁸ ». À mesure que des éléments inclusifs s'implantèrent dans les institutions d'Europe de l'Ouest – par exemple à travers la Révolution française – la Révolution industrielle y prit également naissance. Les institutions inclusives n'émergent toutefois pas d'elles-mêmes: elle sont souvent le résultat d'un important conflit entre

³⁵ Les auteurs parlent ici du système de *Commenda*, qui permettait à de jeunes entrepreneurs de joindre une mission commerciale, dont le profit était divisé avec le propriétaire de l'armada. Acemoglu et Robinson, *op. cit.*, p.151-152

³⁶ *Ibid.*, p.96-101.

³⁷ *Ibid.*, p.208.

³⁸ *Ibid.*, p.102.

des élites qui tentent de freiner la croissance économique et le changement politique et ceux qui désirent limiter le pouvoir économique et politique des élites en place³⁹. En Europe de l'Est, le changement technologique eut un impact différent en raison des institutions extractives – le féodalisme – qui façonnaient toujours la région. Le progrès technologique fut systématiquement bloqué par les différents monarques, de peur qu'il chambarde l'ordre établi et surtout, réduise le pouvoir l'aristocratie – les grands propriétaires terriens qui extraient le travail des paysans – au profit de des marchands, des industriels et des travailleurs. Toutefois, à la suite de moments critiques, la nature extractive de la relation entre l'élite et la grande masse du peuple peut rester la même; une autre élite étatique peut prendre le pouvoir ou l'extraction peut être privatisée au profit des industriels et au détriment de l'aristocratie proche du pouvoir étatique.

En résumé, ce sont ces institutions extractives d'intensité diverses qui maintiendraient, selon les auteurs, les pays pauvres dans la pauvreté. Ils résumant ainsi : «*[n]ations fail today because their extractive economic institutions do not create the incentives needed for people to save, invest, and innovate. Extractive political institutions support these economic institutions by cementing power of those who benefit from the extraction*⁴⁰ ». En revanche, des institutions politiques inclusives ont tendance à créer des institutions économiques également inclusives, qui, elles, créent un ensemble d'incitatifs qui favorise le développement économique. Enfin, conséquents avec leur thèse, Acemoglu et Robsinon soutiennent que la solution à la pauvreté consiste à transformer les institutions extractives des pays pauvres en institutions inclusives⁴¹. Cela veut dire qu'il faut que le cercle vicieux des institutions extractives soit brisé et seulement « *some pre-existing inclusive elements in institutions, or the presence of broad coalitions leading the fight against existing regime, or just the contingent nature of history, can break [these] vicious circles*⁴² ». Bien que les conclusions d'Acemoglu et Robsinon et celles de Paul Collier⁴³ diffèrent à bien des égards, ces auteurs se rejoignent sur l'existence des cercles vicieux qui causent la pauvreté et sur la difficulté des les briser. Leurs conclusions, obtenues à l'aide d'une approche historique qualitative, sont essentiellement similaires à celles de Rodrik et al., obtenues par une

³⁹ *Ibid.*, p.332.

⁴⁰ *Ibid.*, p.372.

⁴¹ *Ibid.*, p.402.

⁴² *Ibid.*

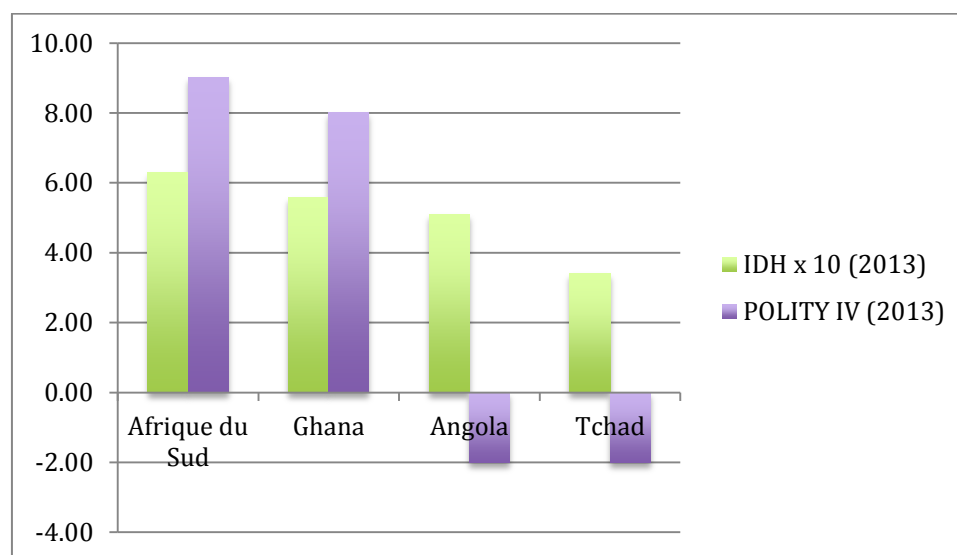
⁴³ Paul Collier, *The Bottom Billion*, New York, Oxford University Press, 2007.

approche quantitative, en ce sens que ce sont les institutions qui sont, de loin, le facteur le plus déterminant de la richesse d'un pays. Enfin, ces conclusions rejoignent également celles de Radalet, à l'effet que les pays démocratiques en Afrique ont fait beaucoup mieux sur le plan économique que leurs voisins autoritaires, à commencer par le Botswana, exemple d'institutions inclusives en Afrique longuement discuté dans *Why Nations Fail*.

Les effets du type de régime sur le développement en Afrique du Sud, au Ghana, en Angola et au Tchad

À la lumière de la thèse d'Acemoglu et Robinson, où se situent l'Afrique du Sud, le Ghana, l'Angola et le Tchad ? Le type de régime est-il le plus grand déterminant de la richesse pour ces pays et est-ce que les démocraties font mieux que les régimes autoritaires ? D'abord, si l'on se fie aux données de *Polity IV* recueillies plus tôt, les institutions de l'Afrique du Sud et du Ghana seraient inclusives tandis que celles l'Angola et du Tchad peuvent être considérées comme extractives. Ensuite, l'IDH des démocraties est effectivement plus élevé que celui des pays autoritaires.

Graphique 1 :



Si, à première vue, les chiffres peuvent corroborer la thèse des différences institutionnelles, il est toutefois difficile d'isoler la démocratie – les institutions inclusives – comme variable qui explique pourquoi l'Afrique du Sud est plus riche – plus développée – que le Tchad. Quel impact le régime démocratique a-t-il sur le développement en Afrique du Sud et au Ghana? D'abord, notons que ces deux pays sont considérés comme des démocraties par *Polity IV* depuis peu; depuis 1994 pour l'Afrique du Sud et depuis 2003 pour le Ghana⁴⁴. Il est possible qu'il soit donc un peu tôt pour mesurer les effets réels de certaines politiques et institutions que l'on retrouve dans une démocratie.

En Afrique du Sud, si l'avènement d'un régime démocratique a donné des droits politiques aux Noirs, il semble toujours être incapable s'attaquer au lourd héritage d'inégalité raciale qu'a légué un demi-siècle d'apartheid. Cet héritage est, en fait, celui d'une double économie, un concept formulé en 1955 par Arthur Lewis pour décrire le système économique de plusieurs pays sous-développés⁴⁵. En ce sens, l'Afrique du Sud peut être considérée comme l'archétype d'une double économie. La première économie ressemble aux économies des pays du Nord développés. Elle est caractérisée par « *wealth creation, high levels of output growth, low fiscal debt, well-functioning financial markets and healthy cyclical consumption spending* »⁴⁶. La seconde économie, caractérisée par des « *levels of extreme poverty stemming from high and structural unemployment as well as poor socio-economic conditions* »⁴⁷, est davantage semblable aux économies les moins développées d'Afrique et d'Asie. Cette deuxième économie est essentiellement informelle et constituée d'activités de subsistance⁴⁸. Sous le régime autoritaire de l'apartheid, la dualité économique était également raciale. Le nouveau régime démocratique a permis d'inclure les Noirs dans le processus de décision politique et a enlevé les barrières raciales à l'entrée de la première économie. Malgré cela, la dualité économique persiste et elle se reflète

⁴⁴ Polity IV, country profile, *op. cit.*

⁴⁵ Arthur Lewis, *The Double Economy*, Schuster & Simon, New York, 1955, cité dans Acemoglu et Robinson, *op. cit.*, p.258.

⁴⁶ Charlotte du Toit and Johann van Tonder, "South Africa's economic performance since 1994: can we do better?", in Raymond Parsons and others, *Zumanomics*, Auckland Park, SA, Jacana Media, 2009, p.15.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Hein Marais, *South Africa pushed to the limit: the political economy of change*, London, Zed Books, 2011. p.195.

toujours dans les inégalités raciales. Plus de dix ans après la fin de l'apartheid, le revenu moyen des ménages blancs était de 35 100 \$ US, alors que celui des ménages noirs n'était que de 4 700\$ US⁴⁹. Chez les Blancs, l'espérance de vie en 2008 était de 74 ans, soit toujours 30 ans de plus que le Noir moyen⁵⁰. Il est à noter que la grave pandémie de VIH-Sida qui frappe le pays et qui touche davantage la population noire vient certainement abaisser cette moyenne. Enfin, toujours en 2008, la population blanche minoritaire d'Afrique du Sud avait un IDH qui correspond aux standards occidentaux, tandis que la majorité noire avait un IDH qui se rapproche davantage de celui du reste de l'Afrique subsaharienne⁵¹. Les nouvelles institutions inclusives dont s'est dotée l'Afrique du Sud en 1994 peuvent-elles rapprocher la seconde économie de la première? Les Noirs peuvent-ils désormais accéder à la première économie ? La réponse courte est oui. Les Noirs et les Blancs jouissent maintenant des mêmes droits et il existe même une discrimination à l'embauche en faveur des Noirs, dans l'espoir de contrebalancer les inégalités passées. Les régimes démocratiques embrassent tous, quoiqu'à des degrés divers, une économie de marché. Or, les forces de l'économie de marché récompensent le capital et l'éducation, deux choses que le Blanc moyen possède plus que le Noir moyen. Ainsi, un demi-siècle d'apartheid a donné aux Blancs un avantage comparatif considérable qui les positionne favorablement dans l'économie de marché sud-africaine. En résumé, le jeune noir qui a grandi dans un township de Johannesburg comme Alexandria a de grandes chances d'intégrer la deuxième économie, tandis que le jeune blanc issu d'une banlieue aisée comme Sandton, quelques kilomètres plus loin, intégrera fort probablement la première économie. D'où la persistance d'inégalités raciales. Selon Acemoglu et Robinson, cette dualité économique est le fruit d'institutions extractives instaurées d'abord par le système colonial britannique et qui ont été maintenues et accentuées par les nationalistes afrikaners avec l'apartheid⁵². Si l'avènement de la démocratie en 1994 a mis fin au développement séparé prémédité par l'État, le laissez-faire économique qui l'accompagne et qui prévaut actuellement a tendance à reproduire cette dualité, quoique qu'avec une légère mixité raciale.

⁴⁹ *Ibid.*, p.209.

⁵⁰ Jan Hofmeyr and others, *Transformation Audit: From inequality to inclusive growth*, Institute for Justice and Reconciliation, Cape Town, 2011, p.89.

⁵¹ *Ibid.*, p.92.

⁵² Acemoglu et Robinson, *op. cit.*, p.258-271.

Bien qu'au Ghana, tel que mentionné plus haut, la démocratie est encore plus jeune qu'en Afrique du Sud, ce pays d'Afrique de l'Ouest est souvent cité comme un exemple de réussite, tant sur le plan politique qu'économique⁵³. Si le pays se trouve dans le peloton de tête en Afrique en ce qui a trait à l'IDH, cela s'explique-t-il par la présence d'un régime politique démocratique? Si l'on juxtapose les données de *Polity IV* et celle du PNUD, des cinq pays qui ont l'IDH le plus élevé en Afrique subsaharienne – le Gabon, le Botswana, l'Afrique du Sud, la Namibie et le Ghana – quatre sont considérés comme des démocraties, l'exception étant, ironiquement, le pays avec l'IDH le plus élevé, c'est-à-dire le Gabon. Dans le cas du Ghana, la présence d'un régime démocratique semble avoir influencé, quoique faiblement, de façon positive la croissance économique⁵⁴. Ainsi, pour Nketiah-Amponash, soutenir la jeune démocratie ghanéenne est une condition nécessaire à la croissance et au développement, car une faible performance économique est associée aux régimes militaires précédents⁵⁵. La démocratie s'accompagne de l'État de droit qui enlève, du moins en théorie, le pouvoir arbitraire de l'État de saisir injustement la propriété d'un individu. En retour, cela d'une part renforce la confiance des investisseurs et, d'autre part, donne à la population des incitatifs pour épargner et investir. Cette garantie, si elle est raisonnable aujourd'hui, était plutôt chancelante au tournant du millénaire, comme le démontre la destruction d'un hôtel et d'un complexe résidentiel par l'armée⁵⁶. Dans ce cas-ci, les tribunaux se sont visiblement avérés incapables à faire respecter les droits de propriété face au pouvoir exécutif⁵⁷. À l'époque, toutefois, *Polity IV* ne considérait pas le Ghana comme une démocratie. Il est néanmoins raisonnable de croire qu'aujourd'hui, avec un score comparable à celui de la Corée du Sud, le pouvoir judiciaire est davantage en mesure de bloquer les abus du pouvoir exécutif. Un autre élément qui pourrait accorder encore plus d'importance à la corrélation positive entre la démocratie et le développement est la progression de l'IDH. Entre 2000 et 2010, l'IDH au Ghana a progressé de près de 80 points, de 0.461 à 0.540, soit deux fois plus vite que pour la période 1980-1990⁵⁸. Encore une fois, le problème d'isoler la variable du type de régime, afin d'établir un

⁵³ Jean-Michel Severino et Olivier Ray, *Le Temps de l'Afrique*, Paris, Odile Jacob, 2011, p.236-240 et Robert Calderisi, *L'Afrique peut-elle s'en sortir?*, Montréal, Fides, 2006, p.336.

⁵⁴ Edward Nketiah-Amponash, « Public spending and economic growth : evidence from Ghana (1970-2004) », *Development Southern Africa*, vol. 26, no. 3, 2009, p.494.

⁵⁵ *Ibid.*, p.495.

⁵⁶ Opoku, *op. cit.*, p.162.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ Programme des Nations Unies pour le développement, IDH, Ghana, *op. cit.*

possible lien de causalité, demeure entier. La progression de l'IDH s'explique-t-elle par la démocratisation du type de régime, par des éléments exogènes ou simplement par de meilleures politiques économiques indépendamment du type de régime? La période 1980-1990 étant associée aux très critiqués programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, il est possible que ceux-ci soient en partie responsables de la faible progression de l'IDH au cours de cette décennie. Si l'IDH, au Ghana, progresse deux fois plus vite sous un régime démocratique que sous le régime autoritaire passé, la démocratisation en Afrique du Sud ne semble avoir eu aucun effet ni positif ni négatif sur l'IDH de ce pays. En 2012, il était sensiblement au même niveau qu'en 1990 et n'a augmenté que de 59 points depuis 1980⁵⁹. Encore une fois, l'importance des inégalités en Afrique du Sud vient diminuer la fiabilité de tout indicateur à l'échelle nationale. Si, depuis la fin de l'apartheid, l'IDH des Noirs, qui était on peut supposer très bas, a grandement augmenté et que celui des Blancs a légèrement diminué, il est possible qu'à l'échelle nationale l'IDH soit demeuré inchangé par rapport à 1990. Enfin, s'il semble y avoir une relation positive entre un régime démocratique et le développement, les effets d'une démocratisation pourraient varier d'un pays à l'autre.

Les régimes politiques de l'Angola et du Tchad sont considérés par *Polity IV* comme autoritaires. Conséquemment, leurs institutions politiques et économiques peuvent être vues comme extractives, c'est-à-dire qu'elles servent à enrichir une petite élite au détriment de la grande masse du peuple. L'Angola est dirigée depuis de 1979 par le président Jose Eduardo dos Santos. Ce pays est également l'un des plus grands producteurs de pétrole d'Afrique et ce produit représente plus de 95% de ses exportations, le reste étant essentiellement composé de diamants⁶⁰. Evidemment, de telles ressources génèrent des revenus importants qui pourraient servir de formidable levier pour le développement. Puisque la production et l'exploitation du pétrole sont confiées à la société d'État Sonangol, l'État angolais en retire tous les bénéfices. Pourtant, selon de Oliveira, la société d'État n'est pas et n'a jamais été mise au profit du développement en Angola⁶¹. Sonangol est plutôt « *a pivotal tool for the interests of the presidential clique known as*

⁵⁹ *Ibid.*, Afrique du Sud

⁶⁰ Renato Aguilar and Andrea Goldsetin, « The Chinisation of Africa : The Case of Angola », *The World Economy*, 2009, p.1549.

⁶¹ Ricardo Soares de Oliveira, « Business success, Angola-style: postcolonial politics and the rise and rise of Sonangol », *Journal of Modern African Studies*, 45, 4, 2007, p.606.

*the Futungo de Belas*⁶²», nom donné au domaine présidentiel en périphérie de Luanda. En effet, de Oliveria renchérit et décrit parfaitement des institutions extractives : « *its [Sonangol's] tools and professional expertise that so many African states lack are put at the service not of a broad-based prosperity, but the enrichment of the few*⁶³ ». Cette situation, où une élite liée au pouvoir contrôle la rente pétrolière, est maintenue grâce à un appareil répressif brutal et typique d'un régime autoritaire. Conséquemment, le régime est accusé de violation massive des droits humains : « *unlawful killings by police, military, and private security forces ; arbitrary arrest, detention and torture in life-threatening prison conditions; lack of due process in an inefficient and overburdened judicial system ; and forced evictions*⁶⁴ ». Le fait que les revenus de la rente pétrolière sont contrôlés par une élite, combiné avec une hausse du baril de pétrole sur les marchés internationaux aura vite fait d'augmenter les inégalités de richesse à l'intérieur du pays. Cela produit des situations extrêmes où la capitale Luanda, malgré sa qualité de vie pitoyable (au 206^e rang selon Mercer), est l'une des villes dans le monde où le coût de la vie est le plus élevé⁶⁵. De plus en plus, on voit émerger des inégalités spatiales, un phénomène qui caractérise également l'Afrique du Sud. En effet, le boom pétrolier est caractérisé par « *[a] growing individualisation, socio-economic stratification and atomisation of Angolan society* » et cela se traduit par « *spatial and residential differentiation and segregation in Angolan cities as the principal focus of government attention becomes luxury developments, shopping facilities and other spaces of enclosure destined for Angola's new bourgeoisie*⁶⁶ ». Pendant ce temps, 75% de la population de Luanda vit dans des bidonvilles⁶⁷. En fait, selon Power, l'économie politique de l'Angola d'aujourd'hui ressemble à l'ordre colonial d'hier en ce sens qu'une élite étatique contrôle l'économie en collaboration avec des corporations étrangères – les entreprises pétrolières – et qui encouragent un modèle de développement qui redistribue la richesse à la fois vers l'élite angolaise et vers l'étranger⁶⁸. Le rôle complice des corporations pétrolières internationales est certainement un facteur exogène au sous-développement de l'Angola, mais celui-ci est rendu

⁶² *Ibid.*

⁶³ *Ibid.*, p.614.

⁶⁴ John L. Hammond, « The Resource Curse and Oil Revenues in Angola and Venezuela », *Science & Society*, vol.75, no. 3, 2011, p.360.

⁶⁵ Marcus Power, « Angola 2025: The Future of the 'World's Richest Poor Country' as Seen Through a Chinese Rear-View Mirror, *Antipode*, Vol.44, no.3, 2011, p.1002.

⁶⁶ *Ibid.*, p.1010.

⁶⁷ *Ibid.*, p.1008.

⁶⁸ *Ibid.*, p.1010.

possible par le régime autoritaire angolais. Cette situation de développement séparé, inégal et encouragé de façon intentionnelle par l'État n'est pas sans rappeler le développement sous l'apartheid en Afrique du Sud. Dans les deux cas, il semble clair que le type de régime politique, en l'occurrence autoritaire, contribue à ce genre de développement inégal.

Le régime politique au Tchad est également de nature autoritaire. Son IDH est l'un des plus bas au monde. Comme l'Angola, le Tchad dispose de ressources pétrolières, quoique considérablement moins importantes. Elles sont néanmoins suffisamment grandes pour attirer la convoitise, tant des acteurs locaux que des sociétés pétrolières internationales. La littérature s'intéresse d'ailleurs beaucoup au projet d'oléoduc entre le Tchad et le Cameroun parrainé par la Banque mondiale et qui, en termes de développement pour les populations locales, s'est avéré un échec cuisant. En fait, pour Winters et Gould, le Tchad est devenu un autre pays dans lequel un groupe d'élites bénéficie de la richesse générée par le pétrole au détriment du reste de la population⁶⁹. Dit autrement, il s'agit d'un cas de malédiction des ressources. Ce que ces auteurs décrivent correspondent à la définition d'Acemoglu et Robinson d'institutions extractives. Cette mauvaise redistribution des revenus pétroliers et, par conséquent, le maintien de la vaste majorité de la population tchadienne dans le sous-développement peuvent-ils être attribués au régime autoritaire? Encore une fois, si l'intervention de facteurs exogènes – la Banque mondiale et les compagnies pétrolières – semble contribuer au problème, cette intervention extérieure est façonnée par des facteurs endogènes, c'est-à-dire les institutions du Tchad. Une intervention de la Banque mondiale dans un pays démocratique n'aura pas les mêmes conséquences que dans un pays autoritaire. En ce sens, Winter et Gould critiquent la naïveté et le manque de discernement de la Banque : « *if the Bank is really serious about reducing poverty and promoting development through greater elite accountability, we question its decision to provide Chad's authoritarian elite with access to hundreds of millions of dollars in oil revenue. If bad governance is the problem, the last thing the Bank should do is give the bad governors both additional incentives and additional means to hold on to power*⁷⁰ ». La Banque mondiale a démontré dans le cas de l'oléoduc Tchad-Cameroun qu'elle adhère parfaitement à l'idée que le développement économique précède la démocratie. La logique semble avoir été la suivante : les revenus du

⁶⁹ Matthew S. Winters and John A. Gould, « Betting on Oil: The World Bank's attempt to promote accountability in Chad », *Global Governance*, 17, 2, 2011, p.242.

⁷⁰ *Ibid.*, p.240.

pétrole vont automatiquement générer du développement ce qui, en retour, va modifier les institutions tchadiennes et les rendre plus démocratiques. La thèse d'Acemoglu et Robinson dicte une logique différente : le type de développement que génère le pétrole – séparé et inégal ou inclusif – dépend du type d'institutions en place. Pegg abonde dans le même sens et soutient qu'avoir des bonnes institutions avant l'arrivée de revenus pétroliers risque de générer de bien meilleurs résultats que de tenter de créer de bonnes institutions au moment de l'arrivée des revenus pétroliers⁷¹. L'auteur critique le fait que la Banque mondiale ait « *grossly overestimated its ability to alter these existing institutional patterns and it failed to appreciate the extent to which oil wealth would amplify many of Chad's pre-existing problems such as corruption and political instability*⁷² ». Ainsi, la nature autoritaire du régime tchadien semble avoir grandement influencé sa gestion des revenus pétroliers et, incidemment, son (non) développement.

Bien qu'il soit difficile d'établir un lien de causalité entre un régime politique autoritaire et un faible niveau de développement – au même titre que la relation entre démocratie et développement –, certaines tendances se dessinent. D'abord, la présence d'un régime politique autoritaire ne garantit pas nécessairement un faible niveau de développement⁷³. Ensuite, la présence de ressources naturelles comme le pétrole combiné avec un régime autoritaire vient augmenter les possibilités de faible niveau de développement et de développement inégal, comme le démontrent les exemples du Tchad et de l'Angola. Les pays du Golfe semblent toutefois avoir échappé à cette situation, souvent désignée comme la malédiction des ressources. Néanmoins, comme dans le cas de la relation entre démocratie et développement, si l'on juxtapose la carte de l'Afrique de *Polity IV* et celle du PNUD, on peut voir que les pays autoritaires ont tous un IDH très bas, quoique certaines démocraties ont également un IDH très bas. Sur ce dernier point, il est possible qu'un pays doive avoir un régime démocratique depuis un certain temps pour que cela ait un impact concret sur le développement.

⁷¹ Scott Pegg, « Chronicle of a Death Foretold: The Collapse of the Chad-Cameroon Pipeline Project », *African Affairs*, 108/431, 2009, p.319.

⁷² *Ibid.*, p.312.

⁷³ Certains pays autoritaires comme la Biélorussie, la Chine et les pays du Golfe persique ont un IDH relativement élevé.

Pour un second groupe d'auteurs, souvent issus des sciences économiques, la démocratie n'a que très peu d'influence sur le développement et n'émerge véritablement qu'une fois un certain niveau de développement atteint. Que ce soit à travers des analyses qualitatives ou quantitatives, les conclusions de ces auteurs remettent toutes en question la nécessité, voire la faisabilité, pour les pays pauvres d'adopter un régime politique démocratique afin d'augmenter le niveau de développement. Plusieurs d'entre eux semblent adhérer à la thèse de Lipset, formulée en 1959 et selon laquelle « l'accès à un certain niveau de développement conditionne l'accès à la démocratie⁷⁴ ». À première vue, le fait que certains pays comme la Corée du Sud et Taiwan se sont progressivement démocratisés une fois un certain niveau de développement atteint, peuvent leur donner raison. Le fait que Singapour soit très développé et toujours autoritaire peut leur donner tort, mais donne tort également aux défenseurs de la thèse inverse, soit que la démocratie est une condition nécessaire au développement. Certains mettent en cause l'instabilité qu'amène la démocratie par rapport à la stabilité d'un régime autoritaire. À travers une recherche quantitative, Yang démontre que la démocratisation – sans libéralisation économique – se conjugue avec une instabilité macro-économique⁷⁵. De plus, l'auteur soutient qu'il n'y a aucune preuve que le fait d'adopter un régime politique démocratique mène à une croissance économique plus rapide⁷⁶, phénomène qui s'accompagne généralement – mais pas nécessairement – d'une augmentation du niveau de développement. Enfin, selon Yang, ses propres résultats « *provide support for the proposition that a country should open up the economy first and then consider becoming a democracy*⁷⁷ », la logique étant qu'une ouverture économique engendre la croissance ce qui en retour augmente le niveau de développement au point où une démocratisation devient possible. Comme l'a démontré l'exemple tchadien plus haut, la Banque mondiale suit la même logique. Collier, qui étudie la relation entre la croissance et le type de régime, impute aussi à la démocratie une certaine instabilité générée par la compétition électorale, en particulier dans les pays riches en ressources naturelles⁷⁸. Pour sa part, Leftwich soutient que la démocratie n'est peut-être pas, de façon universelle, bonne pour le

⁷⁴ Cité par Jean-Louis Thiébault, « Des économies émergentes ou des marchés émergents : le développement économique avec ou sans la démocratie », *Revue internationale de politique comparée*, vol.18, no.1, 2011, p.10.

⁷⁵ Benhua Yang, « Political democratization, economic liberalization, and growth volatility », *Journal of Comparative Economics*, 39, 2011, p.246.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 256.

⁷⁷ *Ibid.*, p.246.

⁷⁸ Collier, *op. cit.*, p.43.

développement, puisque la démocratie est un système politique qui est intrinsèquement conservateur et hostile au changement rapide et radical⁷⁹. Ainsi, la capacité d'un régime politique démocratique à « livrer » du développement pour sa population dépendrait de conditions préexistantes uniques à chaque pays. Plus précisément, étant donné la nature « *of the formal, and especially, informal institutions which underpin them, democracies have great difficulty in taking rapid and far reaching steps to reduce structural inequalities in wealth which new democratic governments [...] may have inherited*⁸⁰ », le terme clé de cette citation étant les *inégalités structurelles*, elles-mêmes vraisemblablement créées par les régimes précédents. Comme le souligne l'auteur, le cas de l'Afrique du Sud démocratique tend à valider cette hypothèse, puisque que les inégalités structurelles créées par le régime d'apartheid sont demeurées presque inchangées. Chez beaucoup de ces auteurs – en particulier chez les économistes comme Collier – il semble exister une croyance universelle selon laquelle la croissance économique s'accompagne nécessairement d'un développement économique qui bénéficie la grande masse du peuple. Pour Collier, la Guinée équatoriale, dont la croissance est propulsée par un boom pétrolier, représente l'exception à la règle. Or, selon la thèse d'Acemoglu et Robinson, ce minuscule pays d'Afrique serait un exemple parfait de croissance sous des institutions extractives et sous de telles institutions, la croissance économique bénéficie en très grande partie aux élites et très peu aux gens ordinaires. Pour ces auteurs, contrairement à Collier et à la plupart des économistes, la croissance économique ne mène pas nécessairement au développement chez la population en général. La distribution des bénéfices de la croissance dépend plutôt du type d'institutions en place. C'est pour cette raison que la croissance économique et le PIB par habitant sont des indicateurs peu fiables pour mesurer le développement, en particulier pour les pays pauvres et autoritaires.

Si, pour plusieurs auteurs, adopter un régime politique démocratique pour un pays pauvre a peu d'influence sur le développement et peut même s'avérer problématique, pour Reinert, la démocratie est plutôt une conséquence du développement. Cet auteur soutient que c'est le mode de production qui détermine le type d'institutions d'un pays⁸¹. Contrairement à Acemoglu et Robinson qui soutiennent que l'établissement d'institutions comme des droits de propriétés

⁷⁹ Leftwich, *op. cit.*, p.696.

⁸⁰ *Ibid.*, p.699.

⁸¹ Reinert, *op. cit.*, p.220-222.

règlementés précède le développement économique, Reinert adhère à la logique inverse. Prenant, lui aussi, l'exemple de Venise au Moyen-Âge, l'auteur inverse l'argumentaire institutionnaliste : « *The mode of production of the Venetians – in contrast to the mode of production of hunters and gatherers – brought with it the need for the regulation of property rights. Property rights per se were not responsible for either capitalism or economic growth; it was an institution created by a certain production system in order to make it function better*⁸² ». Ainsi, c'est le niveau de développement relativement avancé des Vénitiens – par rapport aux chasseurs-cueilleurs – qui a nécessité l'émergence d'institutions qui peuvent être considérées comme plus démocratiques. Dès lors, comment un pays fait-il pour atteindre ce niveau critique développement? C'est essentiellement la question à laquelle Reinert tente de répondre, et dont l'argumentaire en faveur d'une politique commerciale protectionniste – pour les pays pauvres – sera discuté dans la prochaine section.

Ainsi, si l'on se fie aux conclusions de ce deuxième groupe d'auteurs, le fait que l'Afrique du Sud et le Ghana aient des régimes politiques démocratiques n'est pas une garantie de succès. Effectivement, la nouvelle Afrique du Sud arc-en-ciel – toute de même vieille de 20 ans – ne parvient toujours pas à réduire les inégalités structurelles créées par le régime d'apartheid et peine à améliorer de façon significative le niveau de la grande majorité de la population noire. Comme nous l'avons vu, l'IDH de ce pays est stagnant depuis 1990, ce qui laisse croire que même si l'IDH des Blancs a diminué, celui des Noirs n'a pu avoir augmenté de façon spectaculaire. Dans ce cas-ci, la démocratie a accordé des droits politiques aux Noirs et donné au pays l'une des constitutions les plus progressives et inclusives au monde. Toutefois, ces changements politiques peinent à se matérialiser en gains économiques pour la vaste majorité de la population. Au Ghana, la jeune démocratie semble à tout le moins ne pas nuire au développement, puisque l'IDH progresse à un bon rythme depuis une dizaine d'années. En fait, selon les données de *Polity IV*, le Ghana a débuté sa démocratisation au début des années 90 et atteint le seuil démocratique de 6 points établi par *Polity IV* (le même que le notre) en 2003 pour continuer jusqu'à 8 points de 2005 à aujourd'hui⁸³. En même temps, l'IDH progresse plus vite à partir des années 90 et continue une progression encore plus rapide à partir du début des années

⁸² *Ibid.*, p.220.

⁸³ *Polity IV*, country profile, *op. cit.*

2000⁸⁴. Autrement dit, l'IDH au Ghana augmente plus rapidement depuis l'avènement de la démocratie. Parallèlement, le fait que l'Angola et le Tchad aient des régimes autoritaires ne serait ni particulièrement néfaste pour le développement ni une garantie d'échec. Les deux pays disposent de ressources pétrolières qui pourraient servir de levier pour le développement. Malgré tout, il est difficile de développer un argumentaire en faveur du maintien de ces régimes autoritaires, reconnus pour leurs violations des droits humains. Au mieux, on pourrait dire que la démocratisation n'aura aucun impact tangible sur le développement, puisque celui-ci dépend de d'autres facteurs que le type de régime politique. L'Angola pourrait être pauvre justement parce qu'il dépend trop du pétrole, dont la volatilité des prix rend les revenus de l'État imprévisibles à long terme. Par conséquent, une diversification de l'économie pourrait contribuer au développement, tandis qu'une démocratisation sans diversification de l'économie n'atténuerait pas la dépendance du pays envers les revenus pétroliers. Quant à la pauvreté du Tchad, selon Collier, elle peut être notamment attribuée au fait que ce pays n'a pas accès à la mer, qu'il est entouré de pays voisins pauvres et instables et qu'il dépend des infrastructures de ceux-ci pour l'exportation de ses produits outre-mer⁸⁵. Bien ce genre d'explication mène souvent vers le déterminisme géographique, la géographie pourrait renforcer certains modèles de développement. Par exemple, le modèle de développement séparé favorisé par le régime autoritaire angolais est grandement renforcé par la présence de pétrole et la facilité de l'exporter, laquelle est rendue possible par des centaines de kilomètres de côtes.

En résumé, il n'existe pas dans la littérature sur les écarts de richesse entre pays de consensus sur la relation entre le type de régime politique et le développement. Il n'existe pas de consensus quant à l'importance de la variable type de régime, ni sur le fait que qu'un régime démocratique soit, précède ou suive, un certain niveau de développement. L'école de pensée institutionnelle soutient que le type de régime est le principal déterminant de la richesse d'un pays et que seul un régime démocratique permet le développement pour de la grande masse de la population. D'autres auteurs minimisent l'impact positif que peut avoir un régime démocratique sur le développement en arguant que d'autres facteurs, qu'ils soient géographiques ou économiques, doivent être pris en compte et que la démocratie peut, en fait, empêcher le règlement d'inégalités

⁸⁴ Programme des Nations Unies pour le développement, IDH, Ghana, *op. cit.*

⁸⁵ Collier, *op. cit.*, p.53-63.

structurelles causées par des régimes précédents. Enfin, si la croissance économique est à la base du développement économique et du développement humain en général, la présence seule d'une forte croissance n'est pas une garantie de développement qui va bénéficier à la grande masse du peuple.

Chapitre 2

La politique commerciale : libre-échange et protectionnisme

La politique commerciale d'un pays a pour but de réguler le flux de ses échanges internationaux et l'entrée des produits étrangers sur son territoire. Une politique de libre-échange implique une libre circulation des biens – et potentiellement des services, des capitaux et des personnes – entre deux pays ou sur un territoire donné. Les pays membres de l'Union européenne (UE) ont, entre eux, la forme de libre-échange la plus poussée, c'est-à-dire aucun tarif ni quota à l'importation de même que la libre circulation, des biens, services, capitaux et personnes⁸⁶ sur l'ensemble de son territoire. Cela fait l'UE un marché commun. Une politique de libre-échange ne doit cependant pas être obligatoirement complète ; elle peut être bilatérale (entre deux pays seulement) et ne cibler que des produits précis pour lesquels les deux pays supprimeraient certaines barrières tarifaires et non tarifaires.

Depuis au moins les années 80, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) – aussi appelées les institutions de Washington – se font les apôtres du libre-échange comme outil de développement dans les pays pauvres. Cette idée trouve ses origines dans les théories d'Adam Smith et de David Ricardo. Pour Smith, les échanges commerciaux, quels qu'ils soient, bénéficient mutuellement aux deux parties impliquées. Une intervention du gouvernement dans le commerce (autre que pour réguler la monnaie, un système de poids et de mesures universel, etc.) n'est pas nécessaire puisque le marché s'autorégule lui-même grâce à la loi de l'offre et de la demande. La poursuite de l'intérêt individuel allant dans le même sens que l'intérêt commun, une coordination gouvernementale de l'économie n'est pas requise. Autrement dit, l'État n'a pas à

⁸⁶ Il existe des restrictions sur la libre circulation des personnes en dehors de l'espace Schengen et pour les nouveaux pays membres, afin d'éviter une trop grande migration vers les pays les plus riches de l'Union.

favoriser ou à pénaliser des compagnies et des produits à travers des tarifs, des quotas et autres mesures du genre; les forces du marché vont faire en sorte que les meilleurs produits et entreprises vont survivre et leurs produits seront vendus au meilleur coût possible. À l'échelle internationale, l'idée du libre-échange comme politique de développement est basée sur la théorie de l'avantage comparatif – au lieu de la théorie de l'avantage absolu de Smith – de Ricardo, selon laquelle chaque pays se spécialise dans le domaine dans lequel il est le plus productif. L'exemple maintenant célèbre est celui de l'Angleterre et du Portugal. Selon Ricardo, les deux pays auraient plus de textile et plus de vin si l'Angleterre ne produisait que du textile et le Portugal que du vin et qu'ils échangeaient ces deux produits, que si les deux produisaient leur propre textile et le propre vin. L'avantage comparatif de l'Angleterre dans la production de textile, venant de son industrialisation, fait en sorte que le coût par unité produite est plus faible qu'au Portugal. Inversement, le climat méditerranéen du Portugal lui donne un avantage comparatif dans la production de vin. Selon cette théorie, les pays pauvres vont se spécialiser dans les domaines où ils sont les plus productifs et échanger ses produits contre la spécialisation d'autres pays. De cette manière, les pays pauvres seront plus riches que s'ils devaient tout produire eux-mêmes. L'avantage comparatif est le principal argument théorique invoqué par la littérature pour promouvoir le libre-échange ; les autres étant « *economies of scale; competition; and easiness and practicality*⁸⁷ ». Avec cela vient l'idée que tous les pays bénéficieraient d'un libre-échange universel.

Pour sa part, une politique commerciale protectionniste impose des tarifs et des quotas à l'importation de produits étrangers, de même que d'autres barrières non-tarifaires comme les subventions, généralement dans le but de favoriser les firmes et les produits nationaux. Elle garantit aux firmes locales une grande part du marché national puisque les produits étrangers, même s'ils sont de meilleure qualité, sont hautement taxés et/ou limités, et deviennent par conséquent hors d'accès de la grande masse du peuple. Si l'on se fie aux données recueillies par *The Heritage Foundation*, la majorité des pays dans le monde ont une politique commerciale somme toute de libre-échange et seulement une poignée de pays ont de véritables barrières tarifaires et/ou non tarifaires⁸⁸. Néanmoins, l'idée qu'un pays pour se développer doit protéger

⁸⁷ Mehdi Shafaeddin, *Trade Policy at the Crossroads*, London, Palgrave Macmillan, 2005. p.117.

⁸⁸ 2014 Index of Economic Freedom, Trade Freedom, <http://www.heritage.org/index/heatmap>

son industrie nationale de la compétition étrangère est issue de la pensée d'Alexander Hamilton et de Friedrich List. Le premier, qui fut le premier secrétaire du trésor des États-Unis, était un ardent partisan du développement de la capacité industrielle américaine, afin que le jeune pays puisse s'affranchir des produits britanniques. Le second développa la théorie de l'industrie naissante, elle-même basée sur cinq principes⁸⁹ : 1) les pays traversent cinq étapes de développement – l'étape sauvage, l'étape pastorale, l'étape de l'agriculture, l'étape de l'agriculture et manufacturier, l'étape de l'agriculture, des manufactures et des services – 2) l'industrialisation est requise pour progresser 3) ces transitions ne s'opèrent pas à travers les forces du marché, d'où la nécessité pour le gouvernement de protéger ses industries naissantes 4) la protection est temporaire et 5) elle doit elle doit être limitée au secteur manufacturier. Les politiques protectionnistes préconisées par Hamilton et List ont grandement contribué à l'industrialisation de leur pays respectifs, les États-Unis et l'Allemagne. Tel que mentionné plus haut, aucun pays aujourd'hui ne pratique véritablement un protectionnisme intégral – mis à part l'hermétique Corée du Nord – ni le type de protectionnisme pratiqué par l'Allemagne et les États-Unis au 19^e siècle, quoique la Chine avec ses *joint ventures* en propose une forme de variante.

À l'instar de la littérature institutionnelle, la littérature sur la politique commerciale ne rejoint pas de consensus à savoir si les pays pauvres devraient ouvrir leur marché ou le protéger. En fait, la relation entre le libre-échange et le développement économique n'est pas claire, quoique peu d'auteurs remettent en question le bien-fondé de cette politique. Par contre, certains auteurs commencent à défier ce consensus populaire, défendu par la classe politique en Occident et les institutions de Washington, en préconisant un protectionnisme à l'image des États-Unis et de l'Allemagne du 19^e siècle. Ainsi, les pays pauvres vont-ils se développer sur les bases de la théorie de l'avantage comparatif à travers une politique commerciale de libre-échange ou sur celle de l'industrie naissante à travers une politique commerciale protectionniste ?

Le libre-échange et ses effets sur l'économie nationale

Une politique de libre-échange est généralement formulée sous forme de traités réciproques, que ce soit entre deux pays ou un groupe de pays. Autrement dit, si un pays décide d'ouvrir son

⁸⁹ Shafaeddin, *op. cit.*, p.140.

marché aux firmes et aux produits d'un pays voisin, cela est également pour avoir accès au marché de ce pays. Ainsi, les effets d'un traité de libre-échange sur une économie nationale seront différents dépendamment du contenu du traité – i.e. les produits et services libéralisés – et de l'autre parti signataire. Par exemple, si le Ghana signe un traité de libre-échange avec la Côte-d'Ivoire, cela aura un effet assez différent que s'il signe un traité avec l'Union européenne. Les pays signent généralement ce genre de traité dans le but de diversifier leurs exportations et d'augmenter leur croissance économique. Toutefois, la relation entre le libre-échange, la croissance et la distribution des revenus (c'est-à-dire à qui profite la libéralisation) demeure nébuleuse⁹⁰. Kiyota a créé un modèle théorique qui suggère que les effets de la libéralisation des échanges commerciaux par un pays en voie de développement sur la croissance économique et les inégalités dépendent du type de pays – faible revenu, moyen revenu ou haut revenu – avec lequel cette libéralisation a lieu⁹¹. Selon ce modèle, il existe trois types de libéralisation pour les pays à faible revenu, et ils produisent tous des effets différents⁹² : « [f]irst, *the low-income countries liberalize the imports of the middle-intense goods from the middle-income countries. Second, the middle-income countries liberalize the imports of labour-intensive goods from low-income countries. Third, the low and middle-income countries liberalize the imports of the capital-intensive good from high-income countries*⁹³ ». Ainsi, en premier lieu, si le Ghana libéralise ses importations de biens d'Afrique du Sud⁹⁴, cela aurait pour effet de baisser les prix de biens comme le fer et le métal (*middle-intensive goods*) importés d'Afrique du Sud, d'augmenter le PIB par habitant et diminuer les inégalités. En second lieu, la libéralisation en Afrique du Sud des importations du Ghana aurait pour effet de baisser le prix des *labour-intensive goods*, de diminuer le PIB par habitant sud-africain et d'augmenter les inégalités. En troisième lieu, si le Ghana et l'Afrique du Sud libéralisent leurs importations des États-Unis, cela aurait pour effet de baisser le prix des *capital-intensive goods* dans ces deux pays, d'augmenter le PIB par habitant si ces biens sont des investissements, mais aucun effet sur le PIB par habitant si ce sont des biens de consommation et aucun effet non plus sur les inégalités dans les deux cas.

⁹⁰ Kozo Kiyota, « Trade liberalization, economic growth, and income distribution in a multiple-cone neoclassical growth model », *Oxford Economic Papers*, 64, 2012, p.657.

⁹¹ *Ibid.*, p.668.

⁹² *Ibid.*, 666-670.

⁹³ *Ibid.*, p.666.

⁹⁴ Malgré les éléments évoqués plus tôt qui rapprochent l'Afrique du Sud des autres pays pauvres d'Afrique, le pays est souvent considéré comme un pays à revenu moyen.

Autrement dit, l'ouverture à l'investissement étranger augmenterait les revenus des pays pauvres. En résumé, ce modèle théorique suggère que les pays à faible revenu retireraient des bénéfices à avoir une politique commerciale de libre-échange, que ce soit avec des pays à moyen ou à haut revenu.

En plus d'avoir des effets sur le PIB par habitant, le libre-échange a également des effets sur le développement spatial. Si le modèle de Kiyota ne prévoit pas une hausse des inégalités dans tous les types de libéralisation, le courant économique dominant repose sur deux affirmations centrales, soit que « *trade liberalisation increases within-country spatial inequality, and that it favours regions with better access to international trade routes*⁹⁵ ». Par exemple, en Afrique du Sud, le libre-échange pourrait accroître les inégalités entre une ville comme le Cap et les régions plus isolées de la province du Cap-Nord. Ces effets pourraient toutefois être atténués par des politiques de redistribution régionale⁹⁶. Si la logique de ces affirmations semble implacable, les preuves empiriques viennent nuancer le portrait : « *a majority of cross-country studies find no significant effect of openness on urban concentration or overall regional inequality*⁹⁷ ». En fait, les effets du libre-échange sur les inégalités régionales dépendraient de la géographie de chaque pays⁹⁸. L'Afrique du Sud a une géographie variée : d'un côté, deux grandes villes portuaires, Le Cap et Durban, qui donnent sur deux océans différents, d'importantes villes minières et régions agricoles et une métropole, Johannesburg qui sert de pivot régional, voire continental, de l'autre, des régions isolées dans les montagnes de Drakensberg et dans le désert de Kalahari. Le libre-échange pourrait encore plus exacerber les inégalités régionales, du moins davantage que dans un pays comme le Tchad, où la géographie, largement désertique et sans voie navigable importante, est beaucoup moins diversifiée. Enfin, tout cela suggère que les politiques gouvernementales ont peut-être plus d'influence sur les inégalités régionales qu'une politique commerciale de libre-échange. Finalement, Gourdon *et al.* est également d'avis que la littérature offre des résultats conflictuels à l'effet que le libre-échange augmenterait ou diminuerait les inégalités dans les pays

⁹⁵ Marius Brühlhart, « The spatial effects of trade openness : a survey », *Review of World Economics*, vol.17, 1, 2011, p.60.

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ *Ibid.*, p.80.

⁹⁸ *Ibid.*

pauvres⁹⁹. Les auteurs notent que, malgré tout, au moins un consensus émerge: « *increasing openness has been reflected in a growing wage gap between skilled and unskilled wages*¹⁰⁰ ». Quoique ce consensus suppose lui-même une certaine augmentation des inégalités. En effet, selon Mamoon et Murshed « *increased international trade transforms the education inequalities into wage inequalities by favoring skilled labour over unskilled labour*¹⁰¹ ». En Afrique du Sud, l'écart entre les salaires a certainement contribué à la reproduction, dans une mesure assez importante, des inégalités raciales. Une économie de marché de libre-échange récompense l'éducation, ce qui tend à augmenter les salaires des gens éduqués. Par conséquent, les Blancs étant généralement plus éduqués que les Noirs, ils sont plus aptes à retirer les bénéfices du libre-échange, d'où la reproduction des inégalités raciales. La première économie sud-africaine¹⁰² étant en mesure de fournir des emplois bien rémunérés à une main-d'œuvre qualifiée, le gouvernement peut, contrairement à d'autres pays plus pauvres, investir dans l'éducation supérieure sans craindre un exode des cerveaux. Toutefois, répondre à la demande de main-d'œuvre qualifiée générée par le libre-échange en investissant dans l'éducation supérieure au détriment de l'éducation primaire risque d'accroître les inégalités n'améliore en rien le sort des plus pauvres¹⁰³. De plus, dans les pays sans débouchés pour la main-d'œuvre qualifiée, cela risque plutôt d'encourager un exode des cerveaux.

Si les effets supposément négatifs du libre-échange, comme l'augmentation des inégalités à l'intérieur des pays pauvres, ne sont pas clairs, quels sont ses effets bénéfiques ? Un peu dans la même veine que Kiyota, qui suppose une augmentation du PIB par habitant dans les pays à faible revenu, Yanikkaya y va de l'hypothèse que les pays pauvres bénéficieraient plus des échanges commerciaux avec les pays riches et innovateurs qu'avec des pays pauvres où l'innovation est nulle¹⁰⁴. Plus précisément, les résultats de l'auteur « *provide very strong evidence in favor of the hypothesis that countries that have more trade with the United States are likely to grow faster*

⁹⁹ Julien Gourdon, Nicolas Maestre et Jaime de Melo, « Openness, inequality and poverty : Endowments matter », *The Journal of International Trade & Economic Development*, vol.17, no.3, 2008, p.344.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Dawood Mamoon and Syed Mansoob Murshed, « Education bias of trade liberalization and wage inequality in developing countries », *The Journal of International Trade and Economic Development*, 22 :4, 2013, p.600.

¹⁰² Voir plus haut, chapitre 1,

¹⁰³ Mamoon and Murshed, *op. cit.*, p.601.

¹⁰⁴ Halit Yanikkaya, « Trade openness and economic growth : a cross-country empirical investigation », *Journal of Development Economics*, 72, 2003, p.61.

*and this phenomenon is especially important for developing countries*¹⁰⁵ ». Cependant, les résultats de l'auteur suggèrent également que l'équation inverse, soit qu'une forme de protectionnisme réduirait la croissance, n'est pas forcément vraie¹⁰⁶, brouillant encore plus la relation entre la politique commerciale et la croissance économique. Enfin pour Yang, la libéralisation des échanges diminuerait la volatilité de la croissance¹⁰⁷. Dans tous les cas, il semble difficile d'établir une règle générale sur les effets positifs ou négatifs du libre-échange.

Si la littérature ne parvient pas à formuler de règles générales, pour les institutions de Washington, les bénéfices du libre-échange résident dans l'idée générale que l'absence de barrières commerciales mènera chaque pays à trouver son avantage comparatif et ce, peu importe leur niveau de développement actuel. Dernière le libre-échange se trouve également l'idée de la diffusion technologique des pays riches vers les pays pauvres, ce qui stimulerait la croissance économique de ces derniers. Or, selon Skarstein, c'est le progrès technique (au sein même d'une société) et non le libre-échange, qui est le facteur le plus crucial pour atteindre une forte croissance économique¹⁰⁸. Autrement dit, progrès technique et libre-échange ne vont pas nécessairement de pair. Ainsi, les pays ayant un avantage comparatif dans la production de matières premières vont se spécialiser dans la production de tels produits, tandis que ceux ayant un avantage comparatif dans la production de biens industriels – ce qui sous-entend d'être déjà industrialisé – vont se spécialiser dans la production de ce genre de biens et ces différents modèles de spécialisations mènent à des fréquences de changement technologique bien différentes¹⁰⁹. Le progrès technique étant beaucoup plus grand dans la production de biens industriels. Par conséquent, « *the industrialized country will attain an increasing economic lead over the non-industrialized country* » et en d'autres mots, contrairement aux dires des défenseurs du libre-échange, « *specialization under free trade will lead to ever-increasing differences in per capita GDP between developed and underdeveloped economies*¹¹⁰ ». Le libre-échange entre économies industrialisées et non-industrialisées pourrait donc, ultimement, empêcher

¹⁰⁵ *Ibid.*, p.62.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p.78.

¹⁰⁷ Yang, *op. cit.*, p.246.

¹⁰⁸ Rune Skarstein, « Free Trade : A Dead End for Underdeveloped Economies », *Review of Political Economy*, vol. 19, no. 3, 2007, p.352.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ *Ibid.*, p.353.

l'industrialisation dans les pays pauvres. Sheppard abonde dans le même sens et soutient que les pays pauvres en général « *have been compelled into disadvantage specialization, historically in primary commodities and now in low wage export-oriented assembly production* ». Cette situation, poursuit l'auteur, est le résultat des « *actions taken by the firms and government, and a times organized labor, of wealthy powerful capitalist countries – often in the name (if not the practice) of free trade*¹¹¹ ». Enfin, selon l'expérience de terrain de Broad et Canavagh, « *the openness of their natural resources to global agribusiness, factory fishing fleets and corporate interests* » aurait même appauvri les populations rurales¹¹². Ainsi, ces auteurs abondent dans des explications de type structuraliste: la position défavorable des pays pauvres dans l'économie mondiale ou dans la division internationale du travail, plutôt qu'attribuable seulement au libre-échange et aux institutions de Washington qui en font la promotion, est la conséquence d'une chaîne de décisions prises par différents acteurs dans les pays riches. La responsabilité de cette situation étant diffuse – on pourrait également inclure dans les responsables les élites locales qui s'accrochent à cette spécialisation – il devient dès lors difficile de modifier cette division internationale du travail afin qu'elle soit plus équitable.

En résumé, les effets d'une politique commerciale de libre-échange sur l'économie nationale des pays sont variés. Dans un premier temps, le libre-échange pourrait augmenter les inégalités internes en créant un écart salarial entre la main-d'œuvre qualifiée et la main-d'œuvre non-qualifiée. Dans certains pays, la liberté de mouvement des capitaux peut faire en sorte que celui-ci se concentre dans certaines régions géographiques précises, ce qui a pour conséquence d'accroître les inégalités régionales. En bref, les effets du libre-échange sur les inégalités internes dépendent de l'économie du pays, du type de traité signé et avec quel pays. Dans un second temps, suivant la théorie de l'avantage comparatif, le libre-échange semble avoir poussé les pays pauvres vers une spécialisation dans la production de matières premières ou biens manufacturés à faible valeur ajoutée, tandis qu'il pousse les pays riches à se spécialiser dans la production de biens de haute technologie. Une série de décisions et d'évènements dans les pays riches combinés à une foi en le libre-échange a mené à cette division internationale du travail. La question est

¹¹¹ Eric Sheppard, «Trade, globalisation and uneven development : Entanglements of geographical political economy », *Progress in Human Geography*, 36, 1, 2012, p.62.

¹¹² Robin Broad and John Cavanagh, «The Hijacking of the Development Debate : How Friedman and Sachs Got It Wrong », *World Policy Journal*, 23, 21, 2006, p.23.

maintenant de savoir si les pays pauvres peuvent se développer et éventuellement rattraper les pays riches, selon leur « avantage comparatif » actuel. Les deux auteurs qui suivent proposent une alternative – qui n’a cependant rien de révolutionnaire – et soutiennent que les pays pauvres ne parviendront jamais à se développer par une politique commerciale de libre-échange, étant donné leur niveau de développement actuel.

Un protectionnisme ciblé et temporaire

À l’instar d’Acemoglu et Robinson, Erik S. Reinert utilise une approche historique, mais cette fois-ci dans le but de démontrer que les pays riches se sont développés non grâce à l’adoption d’institutions inclusives, mais plutôt grâce à une politique commerciale protectionniste au sein d’une stratégie industrielle globale. Contrairement aux auteurs institutionnalistes, Reinert croit que c’est le développement – engendré par le protectionnisme – qui précède la démocratie. En fait, la thèse de Reinert n’est pas en soi révolutionnaire, puisqu’elle s’inspire directement des économistes des lumières, mais elle contraste énormément avec le discours économique contemporain. Sa méthodologie contraste également avec celle de la plupart des économistes contemporains, puisqu’elle repose sur une analyse qualitative des facteurs de pauvreté et de richesse. D’ailleurs, l’auteur, lui-même économiste, critique sévèrement la science économique comme discipline, lui reprochant sa trop grande utilisation des mathématiques et son dédain envers les disciplines connexes comme la science politique et la sociologie¹¹³. Reinert reconnaît que, traditionnellement, la richesse et la pauvreté étaient expliquées avec la présupposition que différentes activités économiques étaient porteuses de richesse de façon qualitativement différente¹¹⁴. Pour cette raison, une analyse quantitative de l’économie d’un pays ne peut à elle seule expliquer la richesse ou la pauvreté de celui-ci.

Pour Reinert, la variable qui explique le niveau de développement d’un pays n’est ni le type de régime ni la politique commerciale, mais plutôt sa structure économique¹¹⁵. En retour, le type de structure dépend largement des intérêts de l’élite dirigeante. Les pays pauvres seraient pauvres à

¹¹³ Reinert, *op. cit.*, p.9 et 46.

¹¹⁴ *Ibid.*, p.5.

¹¹⁵ *Ibid.*, p.231.

cause de leur structure économique. Celle-ci comprend des activités économiques qui font face à une compétition parfaite et à des rendements décroissants. Les pays riches ont une structure économique différente. Inversement, ceux-ci se sont spécialisés dans des secteurs économiques aux rendements croissants et font face à une compétition imparfaite¹¹⁶. La promotion d'un libre-échange intégral – en particulier entre les pays riches et les pays pauvres – semble avoir renforcé ces mécanismes et polarisé l'économie mondiale. Dans une situation de compétition parfaite c'est le marché qui dicte le prix et le producteur n'a aucune influence sur le prix de ses produits. La compétition parfaite est souvent associée aux produits agricoles et aux matières premières. En retour, ce genre d'activité économique engendre des rendements décroissants (*diminishing returns*) car « *if you put more tractors or more labour into the same potato field, after a certain point each new person or new tractor will produce less than the last unit added*¹¹⁷ ». De plus, le producteur est totalement impuissant face aux aléas de la nature – sécheresse, inondations, etc. – qui peuvent venir influencer négativement sa production. Selon Reinert, les pays pauvres seraient pris dans des activités économiques aux rendements décroissants. Inversement, l'activité économique des pays riches fait face à une compétition imparfaite et engendre des rendements croissants (*increasing returns*), c'est-à-dire que plus la production augmente, plus le coût par unité produite diminue. Ces rendements croissants « *produce market power : to a large extent they [the producers] are able to influence the price of what they sell*¹¹⁸ ». Cette situation est associée aux produits manufacturés et industriels. En effet, Reinert rappelle que pendant des siècles « *the term 'manufacturing' was synonymous with the combination of technological change, increasing returns and imperfect competition*¹¹⁹ » et que cela représente le 'bon' type d'activités économiques. L'auteur soutient que « *this has been the pattern of success starting in England under Henry VII, via industrialization of continental Europe and the United States, to the more recent successes of Korea and Taiwan* » et que tous ces pays sont devenus riches de la même façon, c'est-à-dire à travers des politiques « *steering them away from raw materials and diminishing returns activities into manufacturing, where the opposite laws tend to operate*¹²⁰ ».

¹¹⁶ *Ibid.*, p.5-6.

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ *Ibid.*, p.6

¹²⁰ *Ibid.*

Plus précisément, ces politiques consistent à cibler, développer et protéger l'industrie¹²¹. Reinert ne parvient toutefois pas à expliquer ce qui pousse un pays ou un dirigeant – par exemple Henri VII – à adopter des politiques protectionnistes qui favorisent le développement d'un secteur manufacturier. C'est ici que pourrait la thèse d'Acemoglu et Robinson pourrait être insérée. Des institutions inclusives qui donnent un certain pouvoir à la classe marchande ou industrielle pourraient, en retour, créer un incitatif pour les dirigeants afin qu'ils adoptent de telles mesures protectionnistes. En effet, un régime autoritaire dont la survie est assurée par une rente pétrolière – qui permet de payer l'appareil répressif – n'a aucun intérêt à adopter des politiques qui feraient émerger un secteur industriel, lequel pourrait éventuellement contester le pouvoir. En revanche, un régime démocratique qui donne une voix à une pluralité de groupes – marchands, industriels, travailleurs, etc. – a davantage intérêt à formuler des politiques qui pourrait plaire à ces groupes, dont les appuis dans une compétition électorale sont nécessaires.

À travers son ouvrage, Reinert martèle que pour se développer, les pays pauvres doivent faire ce que les pays riches ont fait, c'est-à-dire développer une base industrielle, et non faire ce que les pays riches leur disent de faire, c'est-à-dire ouvrir leur marché et se spécialiser selon leur avantage comparatif, en l'occurrence dans des activités économiques qui engendrent des rendements décroissants. L'auteur soutient que cette spécialisation des pays pauvres dans l'exportation de matières premières appauvrit la population¹²². La logique étant que sans emplois alternatifs, les rendements décroissants vont causer une baisse des salaires. Prenons l'exemple de 10 travailleurs qui travaillent sur une plantation de cacao et qui ensemble en produisent 100 kilos, soit la capacité maximale que le sol peut produire. Si l'économie n'est pas en mesure de fournir des emplois alternatifs, le surplus de main-d'œuvre ira inévitablement gonfler l'emploi dans le secteur du cacao. Éventuellement, ce sont 15 travailleurs qui vont produire toujours la limite de 100 kilos imposée par la nature, ce qui inévitablement fera baisser les salaires, puisque chaque travailleur ajouté fait diminuer la productivité individuelle. Cet exemple n'est pas complètement anodin, puisque l'économie de nombreux pays dépend de l'exportation d'un ou deux produits. Pour leur part, les pays riches ont une structure économique qui génère des rendements croissants. L'industrie est à la base de cette structure et celle-ci fut créée grâce à des politiques

¹²¹ *Ibid.*, p.226.

¹²² *Ibid.*, p.154.

protectionnistes. Concrètement, « [i]ndustrial tariffs on industrial goods were part of an offensive strategy, to create good trade, to emulate the industrial structure of the leading nations and to bring every nation's productive sector into the areas where productivity explosions took place, be it in cotton textiles, railroads or cars¹²³ ». Une explosion de productivité dans un secteur donné va augmenter les salaires dans ce secteur, ce qui peut ensuite faire boule de neige dans d'autres secteurs d'activités. Reinert prend l'exemple des barbiers¹²⁴. Ce secteur d'activité a connu très peu de gains de productivité au cours du dernier siècle et un barbier allemand est fort probablement aussi productif qu'un barbier angolais. Pourtant, le salaire du barbier allemand – en tenant toujours compte du coût de la vie – est beaucoup plus élevé que le salaire du barbier angolais. L'Allemagne a cependant connu des explosions successives de production qui ont fait augmenter les salaires des travailleurs dans divers secteurs. Par conséquent, les barbiers ont pu augmenter le prix de leurs coupes en fonction des ces hausses. Dit simplement, « *wage increases in the service sector rode on the wave of the productivity increase of the industrial sector*¹²⁵ ». La majorité des travailleurs angolais n'étant pas plus riches aujourd'hui qu'il y a vingt ans, les barbiers ne peuvent augmenter leurs prix. Le cas angolais n'est toutefois pas si typique, puisqu'à l'image de l'Afrique du Sud et tel que décrit dans le chapitre précédent, une double économie semble être en train de se former. Certains barbiers de Luanda, qui est l'une des villes les plus chères au monde, se sont peut-être énormément enrichis par rapport aux barbiers de d'autres villes. La présence dans la capitale d'une élite dont la hausse des salaires est attribuable au boom pétrolier – et non à une hausse de la productivité – a probablement causé une hausse dans salaires dans le secteur des services, en particulier celui des services de luxes. Ce type de hausse des salaires et la diffusion qu'il génère risque davantage de créer une double économie à la sud-africaine que d'augmenter le niveau de développement du pays en général. Toutefois, il est également possible que le boom pétrolier ne soit suivi d'aucune forme de diffusion de la richesse, puisque qu'une main-d'œuvre abondante comme les barbiers en Angola est facilement remplaçable si ceux-ci demandent des salaires trop élevés.

Enfin, Reinert soutient que si la littérature reconnaît la corrélation entre la démocratie et une industrialisation avancée, elle ne reconnaît cependant pas deux choses fondamentales. D'abord,

¹²³ *Ibid.*, p.134.

¹²⁴ *Ibid.*, p.144

¹²⁵ *Ibid.*, p.145.

« *that the most important arrow of causality runs from the economic structure (urban artisanal and industrial activities) to the political structures, not the other way around* », contrairement à ce que soutiennent les institutionnalistes. Ensuite, « *that, with virtually no exception, such industrial activities have not been created other than by conscious targeting, nurturing and protection of industrial activity* », ce qui veut donc dire que « *[c]reating and protecting industry is creating and protecting democracy*¹²⁶ ». Ainsi, une politique commerciale protectionniste, c'est-à-dire qui protège l'industrie nationale à l'aide de barrières tarifaires et autres, mènerait à 1) l'émergence d'un secteur industriel, ce qui 2) diffuserait une augmentation des salaires dans les autres secteurs d'activité ce, qui 3) augmenterait le niveau général de développement du pays, ce qui 4) créerait les conditions requises pour la démocratie.

En dépit de la solidité de l'analyse de Reinert, si le libre-échange intégral, pour tous les pays, ne semble pas avoir beaucoup d'effets positifs sur le développement des pays pauvres, on peut également douter de l'efficacité d'une politique commerciale protectionniste qui protège tous les secteurs de l'économie nationale, appliquée pareillement à tous les pays en développement. Si l'ouvrage de Mehdi Shafaeddin abonde généralement dans le même sens que celui de Reinert, il entre beaucoup plus dans le détail de ce que devrait être une bonne politique protectionniste. Selon l'auteur, une politique commerciale, d'abord et avant tout, « *should be based on the realities of the international market and specific condition of the country rather than some theoretical abstraction*¹²⁷ ». Dans la même veine, Reinert soutient que si le libre-échange est aujourd'hui essentiel pour la Norvège, il peut avoir des effets dévastateurs dans un autre pays dont la situation intérieure est différente¹²⁸. Avant de proposer une politique alternative, Shafaeddin discute de deux échecs récents qui proposaient des solutions intégrales: l'industrialisation par substitution aux importations (ISI) et la libéralisation universelle des échanges (libre-échange). Dans un premier temps, à en juger par le discours des institutions de Washington et le degré d'ouverture actuel du marché des pays pauvres, le libre-échange en tant qu'outil de développement ne semble pas avoir été reconnu comme un échec. Shafaeddin soutient qu'on a assisté à une dé-industrialisation dans les pays en voie de développement et que celle-ci fut causée par la « *reorientation of the production structure of the economy from import*

¹²⁶ *Ibid.*, p.226.

¹²⁷ Shafaeddin, *op. cit.*, p.209.

¹²⁸ Reinert, *op. cit.*, p.119.

*substitution strategies towards production based on static comparative advantage due to trade liberalization*¹²⁹». Or, l'avantage comparatif statique actuel des pays pauvres se trouve dans la production de matières premières, avec les problèmes de rendements décroissants expliqués plus haut que cela engendre. L'auteur explique la fermeture de milliers d'entreprises en Amérique latine et en Afrique par l'ouverture trop rapide de leurs marchés à l'économie mondiale. Plus spécifiquement, cela est attribuable au fait que le rythme de la libéralisation a été plus rapide « *than the pace at which new skill can be developed and non-price factors – including information and marketing channels for exports – can be provided*¹³⁰ ». Autrement dit, ces entreprises, autrefois soutenues par un programme d'ISI, furent incapables de survivre à la compétition internationale – en provenance des pays riches – car elles n'avaient vraisemblablement pas atteint leur niveau de maturité. Le moment où s'effectue la libéralisation semble donc crucial. Aujourd'hui, comme le souligne Shafaeddin, le marché international est encore plus hostile pour les industries n'ayant pas atteint leur maturité ; « *[t]he recent process of globalization, mergers, increases, in the importance of economies of scale, and changes in technology, have made entry of newcomer developing country firm into the world market increasingly more difficult, and more risky*¹³¹ ». Enfin, pour qu'un pays pauvre ait un avantage comparatif qui repose sur autre chose que la nature – et qui se transforme en activités économiques générant des rendements croissants - l'intervention du gouvernement est requise pour assister les industries naissantes afin que celles-ci puissent un jour faire compétition aux firmes déjà bien établies – celles des pays riches – dans le marché international¹³². Tant Reinert que Shafaeddin ne sont pas contre le libre-échange comme tel; les deux soutiennent simplement qu'il s'agit d'une mauvaise stratégie pour les pays pauvres, étant donné leur faible niveau de développement. Les forces du libre marché s'opèrent alors contre eux et leur donnent un avantage comparatif non pas en fonction de leurs compétences et leurs talents, mais en fonction de la nature, elle qui génère des activités économiques aux rendements décroissants.

Dans un second temps, les stratégies d'ISI n'ont pas, non plus, donné les résultats escomptés dans bon nombre de pays pauvres, d'où le tournant vers une libéralisation commerciale complète. Tel

¹²⁹ Schafaeddin, *op. cit.*, p. 50.

¹³⁰ *Ibid.*, p.94.

¹³¹ *Ibid.*, p.132.

¹³² *Ibid.*, p.135.

que mentionné plus tôt, l'ISI repose sur l'argumentaire de List en faveur de la protection d'industries naissantes. En imposant des barrières à l'importation, soit par de hauts tarifs ou carrément l'interdiction d'importer certains produits, le gouvernement garantit l'exclusivité de son marché à ses industries nationales. S'inspirant de List, Raul Prebisch formula la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations dans les années 50. Pour Prebisch, il était toutefois clair que cette stratégie « *should be a step towards export expansion and not a permanent feature of industrial strategy* »¹³³. Selon Shafaeddin, à l'exception des pays d'Asie de l'Est comme Taiwan et la Corée du Sud, les pays en voie de développement n'ont pas suivi le modèle d'ISI tel que proposé par List et Prebisch¹³⁴. La plupart d'entre eux ont imposé des restrictions à l'importation de façon indiscriminée en réponse à des crises de balance des paiements successives, plutôt que de façon ciblée et temporaire dans le cadre d'une politique industrielle stratégique plus large¹³⁵. De plus, la théorie de List est dynamique, c'est-à-dire que la protection des industries naissantes diminue à mesure que celles-ci prennent de la maturité et une fois la maturité atteinte dans un secteur, d'autres industries dans d'autres secteurs de l'économie sont ciblées par cette protection¹³⁶. Plus précisément, Shafaeddin identifie trois raisons qui expliquent l'échec des stratégies d'ISI traditionnelles appliquées des années 50 aux années 70¹³⁷. Primo, les restrictions indiscriminées à l'importation ne faisaient pas partie d'une stratégie industrielle plus large, mais était plutôt une réponse aux problèmes de balance des paiements. Secundo, et conséquemment, ces restrictions n'ont pas su créer un environnement suffisamment propice à l'apprentissage. Tertio, en échange de la protection contre la compétition étrangère, les producteurs nationaux subissent normalement de la pression pour se moderniser et atteindre une certaine maturité, ce qui ne fut pas le cas. Cette raison peut découler du fait que l'ISI ne fut pas partie intégrale d'une stratégie industrielle. Par conséquent, la protection de ces industries fut trop longue et pas assez dynamique. Enfin, Shafaeddin identifie également la négligence du développement de l'agriculture comme une autre raison, puisque cela mit une pression supplémentaire sur la balance des paiements. En réponse à ces échecs, l'ISI fut largement discréditée et remplacée dans les années 80 et 90 par une « *outward orientation through across-*

¹³³ *Ibid.*, p.151.

¹³⁴ *Ibid.*, p.152.

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ *Ibid.*, p.144.

¹³⁷ *Ibid.*, p.204.

*the-board trade liberalization*¹³⁸ » qui fut également, selon l’auteur, un échec. Shafaeddin nuance toutefois cet échec par rapport à Reinert. Prenant un échantillon de 50 pays, l’étude de Shafaeddin démontre que chez 40% des pays, généralement situés en Asie, la libéralisation des échanges a mené à une croissance rapide des exportations de produits manufacturés, accompagnée d’une expansion rapide de leur base industrielle¹³⁹. Toutefois, dans le reste de l’échantillon, composé largement de pays d’Afrique et d’Amérique latine, la croissance des exportations de biens à valeur ajoutée et de biens manufacturés en général fut lente et la structure économique de ces pays n’a pas changé en faveur d’une production industrielle. En fait, « *the pattern of static comparative advantage has intensified in these countries*¹⁴⁰ », soit dans des activités économiques aux rendements décroissants.

En résumé, tant Reinert que Shafaeddin soutiennent que le régime actuel le libre-échange pousse les pays pauvres vers un avantage comparatif statique dans des secteurs non-industriels aux rendements décroissants. Par conséquent, il devient extrêmement difficile pour ces pays de modifier leur avantage comparatif en faveur d’activités économiques aux rendements croissants, comme le secteur manufacturier, puisqu’ils font face à un marché international hostile et dominé par les firmes des pays riches qui ont plus de capital, d’expérience et de technologie. À terme, une politique commerciale de libre-échange entre un pays pauvre et un pays riche risque de mener le pays pauvre à se spécialiser dans l’exportation de matières premières ou, au mieux, dans l’exportation de produits qui demande une main-d’œuvre abondante et bon marché. Ce type d’avantage comparatif statique peut éventuellement mener à un appauvrissement général et avoir un impact négatif sur le développement. Ainsi, les pays pauvres auraient avantage à sortir du régime de libre-échange et à embrasser une politique commerciale protectionniste. Cependant, ces mesures protectionnistes doivent s’inscrire dans le cadre d’une stratégie industrielle plus large, et s’inspirer réellement des idées de List et de Prebisch et non des stratégies d’industrialisation par substitution des importations appliquées dans le passé. Ce nouvel ISI doit être dynamique, ciblé et temporaire. À terme, si les pays pauvres réussissent à rattraper les pays riches – comme l’ont fait la Corée du Sud et Taiwan, par exemple – ceux pourront alors tirer les

¹³⁸ *Ibid.*

¹³⁹ *Ibid.*, p.204-205.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p.205.

bénéfices d'une politique de libre-échange et profiter d'un avantage comparatif dynamique dans des activités économiques aux rendements croissants.

La politique commerciale en Afrique du Sud, en Angola, au Ghana et au Tchad

Tel que mesuré par l'*Heritage Foundation*, l'Afrique du Sud et l'Angola ont une politique commerciale considérée comme étant de libre-échange, tandis que le Ghana et surtout le Tchad ont une politique commerciale comparativement plus protectionniste. En Afrique du Sud, tel que mentionné plus tôt, le libre-échange semble avoir contribué à la préservation des inégalités économiques et raciales héritées de l'apartheid. En effet, « [o]nce unleashed, the market forces tended to reinforce distortions rather than wash them away¹⁴¹ ». S'éloignant sensiblement des ses affinités socialistes, l'ANC a dès son arrivée au pouvoir entrepris une libéralisation des échanges. Il faut dire qu'il y avait, chez le nouveau gouvernement, un désir de rejoindre la scène internationale après des années d'isolation¹⁴². En effet, en raison des sanctions économiques qui pesaient contre lui, le régime de l'apartheid avait *de facto* une politique commerciale protectionniste. L'Afrique du Sud étant un cas particulier de pays en voie développement, les effets du libre-échange sont variés. Ainsi, Kucera et Roncolato estiment que « while South Africa [...] have gained employment from trade with developed countries, the gains were disproportionately for male workers; and while South Africa is estimated to have lost employment to trade with developing countries, the losses were disproportionately against female workers¹⁴³ ». Ces résultats suggèrent deux choses. Primo, ils renforcent d'un côté, les conclusions de Yanikkaya¹⁴⁴ à l'effet que le libre-échange avec un pays riche augmente la croissance dans le pays pauvre et, de l'autre, ils soutiennent la théorie de Kiyota¹⁴⁵ selon laquelle les pays à revenu moyen perdent à libéraliser les biens des pays à faible revenu, mais gagnent à libéraliser ceux des pays à haut revenu. Secundo, ces résultats suggèrent que les femmes sont susceptibles d'être surreprésentées dans l'économie informelle. Herauld abonde dans le même sens que ces auteurs.

¹⁴¹ Michelle Segal and Mark R. Brawley, « Unemployment, Trade Liberalization and Adjustment in Post-Transition South Africa », *Journal of Asian and African Studies*, vol.44, no.6, 2009, p.699.

¹⁴² David Kucera and Leanne Roncolato, « Trade liberalization, employment and inequality in India and South Africa », *International Labour Review*, vol. 150, no. 1-2, 2011, p.2.

¹⁴³ *Ibid.*, p.28.

¹⁴⁴ Voir, p.30

¹⁴⁵ Voir, p.28

Ses résultats « *suggest that trade liberalisation is pro-poor and has a limited dampening effect on inequality* » et que « *[t]he expansion of the formal employment is the main factor contributing to the observed reduction in poverty*¹⁴⁶ ». Toutes ces analyses suggèrent toutefois que le libre-échange n'est pas en mesure de modifier les inégalités structurelles qui caractérisent l'économie sud-africaine, ce qui rejoint en quelque sorte les conclusions de Reinert et de Shafaeddin. Bien que ceux-ci ne mentionnent pas explicitement l'Afrique du Sud, leur logique suggèrent que le libre-échange renforcent la double économie : d'un côté, les firmes de la première économie étant capables de pénétrer le marché international, les travailleurs s'enrichissent et une partie du pays progresse vers le niveau de développement des pays riches, de l'autre, la grande majorité du pays et la deuxième économie s'appauvrissent à l'image du reste de l'Afrique.

D'emblée, il est important de souligner que la politique commerciale des trois autres pays est moins abordée par la littérature. Ceci étant, l'Angola, pour sa part, semble suivre la logique de l'avantage comparatif statique. Ses exportations étaient composées en 2006 de 95,4% de pétrole et de 4,7% de diamants pour 98,9% de ressources extractives¹⁴⁷. L'argent généré par le pétrole et contrôlé par une élite est en voie de créer une double économie ; la première basée sur la consommation de produits et de services de luxe, la seconde sur une agriculture de subsistance et des échanges informels. Bien que ce soit peu envisageable à court terme, une baisse rapide et drastique du prix du pétrole brut aurait des effets catastrophiques sur l'économie du pays. Le Ghana pourrait représenter une étude de cas importante, puisque le pays a expérimenté tant l'ISI des années 50 à 70 que la libéralisation mur-à-mur des années 80. Même si le pays a un niveau de développement relativement élevé sur le continent africain, il reste un pays en voie de développement. Si le Ghana a également une politique commerciale relativement protectionniste, il semble être en voie de répéter les erreurs passées puisque « *the existing industrial policy framework for Ghana has no targets for the various sectors*¹⁴⁸ ». Dadzie abonde dans le même sens que Shafaeddin et soutient que le Ghana « *must develop an actionable and coherent industrial master plan that has at its core the development of manufacturing potential and*

¹⁴⁶ Nicolas Herault, « Trade Liberalisation, Poverty and Inequality in South Africa : A Computable General Equilibrium-Microsimulation Analysis », *The Economic Record*, vol.83, no.262, 2007, p.327.

¹⁴⁷ Aigular and Goldstein, *op. cit.*, p.1549.

¹⁴⁸ Richard B. Dadzie, « Economic Development and the Development State: Assessing the Development Experiences of Ghana and Malaysia since Independance », *Journal of Developing Societies*, 29 :123, 2013, p.146.

*explores ways agriculture and industry can be linked to enhance production and add value to the output generated*¹⁴⁹». Ainsi, la politique commerciale protectionniste, sous sa forme actuelle, risque d'avoir peu d'impact sur le développement. Enfin, la politique commerciale du Tchad est très peu étudiée dans la littérature, la plupart des auteurs s'intéressant surtout au projet d'oléoduc Tchad-Cameroun. La Tchad a pourtant l'une des politiques commerciale les plus protectionnistes d'Afrique, ce qui pourrait en faire un cas d'étude intéressant, afin de vérifier si ces politiques favorisent le développement d'une base industrielle. Si le récent boom pétrolier a généré une forte croissance économique et une diminution de la dette publique, il n'a pas amélioré les conditions de vie de la population¹⁵⁰. Le fait que le Tchad exporte désormais du pétrole – considérant le régime autoritaire en place – risque de changer sa trajectoire développementale et de l'aligner vers celle de pays pauvres, autoritaires et exportateurs de pétrole comme l'Angola.

En résumé, les effets de la politique commerciale sur le développement sont variés et ne font pas l'objet de consensus dans la littérature. D'un côté, les études de nature quantitative attribuent, somme toute, des effets plutôt positifs au libre-échange et soutiennent l'idée dominante selon laquelle les pays pauvres ont intérêt à ouvrir leur marché. Les échanges de biens, de connaissances, d'expertise et d'idées et avec les pays riches générés par le libre-échange stimuleraient la croissance et le développement économique dans les pays pauvres. De plus, le libre-échange permet également aux pays pauvres de se spécialiser en fonction de leur avantage comparatif, au lieu de produire tout à un coût plus élevé. De l'autre, les études de nature qualitative soutiennent que le libre-échange a des conséquences négatives dans les pays pauvres. Il détruit le peu de base industrielle présente et mène les pays pauvres à se spécialiser dans des activités économiques aux rendements décroissants, comme l'exportation de matières premières et de produits agricoles. De plus, l'aspect statique de cet avantage comparatif renforce la dichotomie entre les pays riches et pauvres et l'hostilité de marché international fait en sorte qu'il est pratiquement impossible pour les pays pauvres de modifier leur avantage comparatif vers des activités économiques aux rendements croissants, comme le secteur manufacturier. Les thèses de Reinert et Shaffaeddin soutiennent qu'une politique commerciale protectionniste dynamique, ciblée et temporaire, inspirée des Hamilton, List et Preibsch et inscrite dans une stratégie

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ Nikola Kojucharov, « Poverty, Petroleum & Policy Intervention : Lessons from the Chad-Cameroon Pipeline », *Review of African Political Economy*, no.113, 2007, p.484.

industrielle plus large, représente le meilleur, voire le seul, outil de développement. Toutefois, une telle politique ne semble pas, à ce jour, avoir été mise de l'avant dans aucun pays.

Conclusion

Ce mémoire a tenté de contribuer à la discussion sur les inégalités de richesse entre pays en examinant la relation entre le type de régime politique, la politique commerciale et le développement. À partir du constat que la grande majorité des pays riches ont des régimes politiques démocratiques et une politique commerciale de libre-échange, ce mémoire partait de l'hypothèse qu'il s'agit d'une combinaison qui peut mener les pays pauvres sur la voie du développement. Cette hypothèse est, par ailleurs, défendue par de grands acteurs du développement comme le PNUD, la Banque mondiale et le FMI. Plus précisément, les effets du type de régime politique démocratique ou autoritaire, et d'une politique commerciale de libre-échange ou protectionniste ont été étudiés de plus près à travers quatre pays qui possèdent chacun des combinaisons différentes de ces variables, c'est-à-dire l'Afrique du Sud, le Ghana, l'Angola et le Tchad.

Dans un premier temps, les implications théoriques de la relation entre le type de régime et le développement ont été discutées. Il ne ressort toutefois de la littérature aucun consensus sur les effets, positifs, négatifs, ou neutre, du type de régime sur le développement. Si l'école de pensée institutionnaliste présente des arguments théoriques convaincants qui tendent à démontrer l'existence d'une relation positive entre la démocratie et le développement, les études empiriques obtiennent des résultats plus mitigés. De plus, il est difficile d'isoler la démocratie comme variable explicative. Un coup d'œil rapide aux données de *Polity IV* sur la démocratie en Afrique et l'IDH montrent que tant les démocraties que les régimes autoritaires peuvent avoir un indice élevés, mais que les régimes autoritaires ont généralement les indices du développement humain les plus faibles. Au Ghana, depuis que le régime est considéré comme largement démocratique, l'indice de développement humain (IDH) progresse plus rapidement. Il est néanmoins difficile d'établir avec certitude si la démocratie est responsable de cette progression plus rapide. En Afrique du Sud, l'IDH n'a presque pas progressé depuis la démocratisation du régime politique il

y a 20 ans. Il pourrait s'agir d'un cas où la démocratie, de par sa nature conservatrice¹⁵¹ et, souvent, consensuelle, peine à modifier les inégalités structurelles héritées de l'apartheid. L'Angola et le Tchad sont deux pays pauvres et autoritaires. S'il est difficile d'imputer leur pauvreté strictement à la nature autoritaire de leur régime politique, celle-ci semble façonner les effets d'une variable intermédiaire, c'est-à-dire la présence de pétrole. Dans les deux cas, les revenus générés par l'exportation de pétrole n'ont pas amélioré les conditions de vie de la grande masse du peuple.

Dans un second temps, c'est la relation entre la politique commerciale et le développement qui fut étudiée. Encore une fois, la littérature ne rejoint pas de consensus sur les dynamiques de cette relation. D'un côté, les écrits issus généralement des sciences économiques fondent leur pensée sur la théorie de l'avantage comparatif et obtiennent des résultats, tant théoriques qu'empiriques, qui penchent en faveur du libre-échange comme outil de développement pour les pays pauvres. De l'autre, des arguments de type structuraliste et selon lesquels le libre-échange, à cause du caractère inégal de l'économie mondiale actuelle, nuit au développement des pays pauvres. Si ce type d'argument est souvent associé au marxisme, les auteurs qui la défendent dans la littérature recensée – Reinert (2007) et Shafaeddin (2005), notamment – se reprochent davantage de la pensée de List que de celle de Marx, incidemment tous deux des Allemands de la même époque. Pour eux, le libre-échange entre économies *inégales* a pour effet que les économies des pays riches, qui disposent de capitaux, de hautes technologies et de main-d'œuvre qualifiée, se spécialisent dans des activités économiques aux rendements croissants, tandis que les économies des pays pauvres se spécialisent dans des activités économiques aux rendements décroissants, telles que l'exportation de produits agricoles et de ressources naturelles. Conséquemment, ces auteurs soutiennent que seule une politique commerciale protectionniste ciblée, dynamique et ancrée dans une stratégie industrielle globale peut permettre aux pays pauvres de se développer. Pour l'instant, aucun des pays étudié n'a adopté une telle stratégie. L'Afrique du Sud pratique une politique commerciale de libre-échange qui a essentiellement pour effet de renforcer la dynamique de la double économie si caractéristique de sa société. La première économie semble s'intégrer avec les économies des pays riches, tandis que la seconde économie est à l'image de celles des pays les plus pauvres d'Afrique. Si les politiques commerciales de l'Angola, du Ghana

¹⁵¹ Leftwich, *op. cit.*, p.696

et du Tchad sont peu discutées dans la littérature, à la lumière de la littérature théorique, il est possible d'imaginer quelques mécanismes à l'œuvre. Le pétrole représentant la quasi-totalité des exportations de l'Angola, sa politique de libre-échange ne sert essentiellement qu'à garantir d'autres marchés pour son or noir. Si le Ghana a une politique commerciale plutôt protectionniste, celle-ci est loin de s'inscrire dans les propositions de Reinert et Shafaeddin. Par conséquent, le marché ghanéen n'est peut-être pas assez protégé pour produire des effets tangibles sur l'économie nationale. Enfin, ayant l'une des politiques commerciales les plus protectionnistes d'Afrique, le Tchad pourrait être un cas d'étude intéressant afin de déterminer si la protection de l'économie tchadienne génère une quelconque activité industrielle. Il est toutefois possible que d'autres facteurs comme le caractère très autoritaire de son régime et ses conflits internes empêchent l'émergence d'un secteur industriel.

La conclusion générale de ce mémoire est qu'il n'existe pas de formule également valable pour tous les pays, qui puisse garantir le développement. Si la démocratie possède une très forte valeur normative, celle-ci ne garantit pas le développement, et celui-ci est également possible sous un régime autoritaire. Malgré tout, étant donnée sa forte portée normative et le fait que les démocraties en Afrique ont généralement un IDH plus élevé que leurs voisins autoritaires, la démocratie peut être perçue comme un outil de développement. Quant à la politique commerciale, ni le libre-échange et ni le protectionnisme, pratiqués de façon indiscriminée ne se sont révélés de bons outils de développement. Pratiqué sous sa forme actuelle à l'échelle mondiale, c'est-à-dire sans distinction quant au niveau de développement de chaque pays, le libre-échange semble favoriser les pays riches aux dépens des pays pauvres. Dans les conditions actuelles, les pays pauvres ne sont pas en mesure de se doter d'un avantage comparatif autre qu'en fonction de ce qui leur a été légué par la nature. Par conséquent, une politique commerciale protectionniste ciblée, dynamique, temporaire et qui s'inscrit dans une stratégie plus large d'industrialisation, telle que proposée par certains auteurs mentionnés plus haut, apparaît être la meilleure option. Ceci dit, le degré et la forme que prendrait ce protectionnisme devrait varier en fonction des caractéristiques uniques de chaque pays.

Bibliographie

Monographies

Acemoglu, Daron et Robinson, James A. (2012), *Why Nations Fail. The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, 1st edition, New York, Crown Business.

Bourguignon, François (2012), *La mondialisation de l'inégalité*, Paris, Seuil et La république des idées.

Calderisi, Robert (2006), *L'Afrique peut-elle s'en sortir? Pourquoi l'aide publique ne marche pas*, Montréal, Fides.

Collier, Paul (2007), *The Bottom Billion*, New York, Oxford University Press.

Diamond, Jared (2011), *Collapse. How Societies Choose to Fail or Succeed*, 2nd edition, New York, Penguin Books.

Grabowski, Richard, Self, Sharmistha et Sheilds, Michael P. (2006), *Economic Development : A Regional, Institutional and Historical Approach*, M.E. Sharpe, Ebooks.

Marais, Hein (2011), *South Africa pushed to the limit: the political economy of change*, London, Zed Books.

Reinert, Erik (2007), *How Rich Countries Got Rich and Why Poor Countries Stay Poor*, London, Constable.

Severino, Jean-Michel et Ray, Olivier (2011), *Le Temps de l'Afrique*, Paris, Odile Jacob.

Shafaeddin, Mehdi (2005), *Trade Policy at the Crossroads*, London, Palgrave Macmillan.

Articles

Broad, Robin et Cavanagh, John (2006), "The Hijacking of the Development Debate: How Friedman and Sachs Got It Wrong", *World Policy Journal*, 23:21.

Brühlhart, Marius (2011), "The spatial effects of trade openness: a survey", *Review of World Economics*, Vol.17, 1, pp.59-83.

Gourdon, Julien, Maystre, Nicolas, et de Melo, Jaime (2008), "Openness, inequality and poverty: Endowments matters", *The Journal of International Trade & Economic Development*, Vol.17, no.3, pp.343-378.

Granger, Clotilde et Siroën, Jean-Marc (2001), “Les démocraties sont-elles plus ouvertes à l’échange?”, *Économie internationale*, Vol.4, no.18, pp.59-75.

Harvey, David (2004), « Le ‘Nouvel Impérialisme’ : accumulation par expropriation », dans *Actuel Marx, no.35: L’espace du capitalisme*, Paris : Presses Universitaires de France.

Kiyota, Kozo (2012), “Trade liberalization, economic growth, and income distribution in a multiple-cone neoclassical growth model”, *Oxford Economic Papers*, 64, pp.655-674.

Leftwich, Adrian (2005), “Democracy and Development: is There Institutional Incompatibility?” *Democratization*, Vol.12, No.5, pp.686–703.

Mamoon, Dawood et Murshed, Syed Mansoob (2013), “Education bias of trade liberalization and wage inequalities in developing countries”, *The Journal of Trade & Economic Development: An International and Comparative Review*, 22:4, 572-604.

Radalet, Steven (2010), “Success stories from ‘emerging Africa’”, *Journal of Democracy*, Vol.21, no.4, pp.87-101.

Rodrik, Dani, Subramanian, Arvind et Trebbi, Francesco (2004), “Institutions Rule: The Primacy of Institutions Over Geography and Integration in Economic Development”, *Journal of Economic Growth*, 9, pp.131-165.

Sheppard, Eric (2012), « Trade, globalisation and uneven development : Entanglements of geographical political economy », *Progress in Human Geography*, 36, 1, pp.47-71.

Skarstein, Rune (2007), “Free-Trade: A Dead End for Underdeveloped Economies”, *Review of Political Economy*, Vol. 13, no. 3, pp.347-367.

Thiébaud, Jean-Louis (2011), « Des économies émergentes ou des marchés émergents : le développement économique avec ou sans la démocratie », *Revue internationale de politique comparée*, Vol.18, 1, pp.9-52.

Wallerstein, Immanuel (1983) « Notes théoriques sur l'économie-monde capitaliste, son émergence et ses conditions », dans Thierry Henstch et autres, *Le Système mondial, rapports internationaux et relations internationales*, Montréal, Nouvelles Optiques, chapitre 4, 1983.

Williamson, John (1989), « What Washington Means by Policy Reform », dans Williamson, John (ed.), *Latin American Readjustment : How Much has Happened*, Washington, Institute for International Economics.

Yang, Benhua (2011), “Political democratization, economic liberalization, and growth volatility”, *Journal of Comparative Economics*, 39, pp.245-259.

Yanikkaya, Halit (2003), “Trade openness and economic growth: a cross-country empirical investigation”, *Journal of Development Economics*, 72, pp.57-89.

Zack-Williams, A. B. (2001), “No Democracy, No Development: Reflections on Democracy & Development in Africa”, *Review of African Political Economy*, Vol. 28, no.88, Africa’s Future: That Sinking Feeling, p.213-223.

Afrique du Sud

Du Toit, Charlotte et van Tonder, Johann (2009) “South Africa’s economic performance since 1994: can we do better?”, in Raymond Parsons and others, *Zumanomics*, Auckland Park, SA, Jacana Media.

Hérault, Nicolas (2007), “Trade Liberalization, Poverty and Inequality in South Africa: A Computable General Equilibrium-Microsimulation Analysis”, *The Economic Record*, Vol.83, no.262, pp.317-328.

Hofmeyr, Jan and others (2011), *Transformation Audit: From inequality to inclusive growth*, Institute for Justice and Reconciliation, Cape Town, 2011

Kucera, David et Roncolato, Leanne (2011), « Trade liberalization, employment and inequality in India and South Africa, *International Labour Review*, vol. 150, no. 1-2, pp.1-41.

Segal, Michelle et Brawley, Mark R. (2009), “Unemployment, Trade Liberalization and Adjustment in Post-Transition South Africa, *Journal of Asian and African Studies*, Vol.44, no.6, pp.698-718.

Angola

Aguilar, Renato et Goldstein, Andrea (2009), “The Chinisation of Africa : The Case of Angola”, *The World Economy*, pp.1543-1562.

Hammond, John L. (2011), “The Resource Curse and Oil Revenues in Angola and Venezuela”, *Science & Society*, Vol.75, no.3, pp.348-378.

De Oliveira, Ricardo Soares (2007), “Business success, Angola-style: postcolonial politics and the rise and rise of Sonangol”, *Journal of Modern African Studies*, 45,4, pp.595-619.

Power, Marcus (2011), “Angola 2025: The Future of the ‘World’s Richest Poor Country’ as Seen through a Chinese Rear-View Mirror”, *Antipode*, Vol.44, no.3, pp.993-1014.

Ghana

Dadzie, Richard B. (2013), “Economic Development and the Developmental State: Assessing Development Experiences of Ghana and Malaysia since Independence”, *Journal of Developing Societies*, 29, pp.123-154.

Nketiah-Amponsah, Edward (2009), “Public Spending and Economic Growth: evidence from Ghana (1970-2004)”, *Development Southern Africa*, Vol.26, no.3, pp.477-497.

Opoku, Darko Kwabena (2010), “From a ‘success’ story to highly indebted poor country: Ghana and neoliberal reforms”, *Journal of Contemporary African Studies*, Vol.28, no.2, pp.155-175.

Tchad

Kojucharov, Nikola (2007), “Poverty, Petroleum & Policy Intervention: Lessons from the Chad-Cameroon Pipeline”, *Review of African Political Economy*, no.113, 477-496.

Pegg, Scott (2009), “Chronicle of a Death Foretold: The Collapse of the Chad-Cameroon Pipeline Project”, *African Affairs*, 108/431, pp.311-320.

Winters, Matthew S. et Gould, John A. (2011), “Betting on Oil: The World Bank’s Attempt to Promote Accountability in Chad”, *Global Governance*, 17, pp.229-245.

Autres sources

2014 Index of Economic Freedom, Trade Freedom, <http://www.heritage.org/index/heatmap>

IDH; Programme des Nations Unie pour le développement, <http://hdr.undp.org/fr/countries>

PIB par habitant, Banque mondiale,

<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD>

Polity IV project, <http://www.systemicpeace.org/polity/polity4.htm>